Institutional Repository - Research Portal
Dépôt Institutionnel - Portail de la Recherche
researchportal.unamur.be
University of Namur

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Histoire économique et sociale

Wynants, Paul

Publication date:
1998

Link to publication

Citation for pulished version (HARVARD):
Wynants, P 1998, *Histoire économique et sociale*. FUNDP. Faculté des sciences économiques , sociales et de gestion, Namur.

General rights
Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy
If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

Download date: 03. Jul. 2025

FACULTES UNIVERSITAIRES NOTRE-DAME DE LA PAIX
Faculté des Sciences Economiques, Sociales et de Gestion
Rempart de la Vierge, 8 B-5000 Namur
Tél. : 081.724111

HISTOIRE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Paul Wynants

1ère candidature
en sciences économiques et de gestion,
en sciences politiques et en sciences sociales

Année académique 1998-1999

FACULTÉS NOTRE-DAME DE LA PAIX , NAMUR

FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

(P. WYNANTS)

Première partie

I. Introduction : la société pré-industrielle.
II. La première révolution industrielle.
III. La question sociale.
IV. L'impérialisme des grandes puissances.

Deuxième partie

V. La deuxième révolution industrielle.
VI. Les grandes étapes du XXe siècle.

1ère éd.
revue (1987)

Contenu - Objectifs - Evaluation - Plan - Conseils

A. Le cours d'Histoire donné en première candidature à la Faculté des Sciences Economiques et Sociales est consacré à l'évolution des deux derniers siècles (1780-1975, avec des prolongements jusqu'au présent). Les dimensions économiques et sociales y sont délibérément privilégiées. Les faits politiques ou militaires n'y sont évoqués qu'à travers leurs répercussions sur l'économie et sur la société. Les dimensions institutionnelles, juridiques, culturelles, religieuses ...- traitées dans d'autres cours, dispensés en Faculté de Droit ou en Faculté de Philosophie et Lettres - en sont largement absentes.

B. Les objectifs du cours sont les suivants :

1. Donner aux étudiants une information, aussi cohérente et structurée que possible, sur l'évolution des économies et des sociétés industrialisées, depuis les débuts de la Révolution industrielle jusqu'à nos jours.

2. Leur procurer "l'arrière-fond" historique indispensable à la compréhension de concepts ou de notions abordés dans d'autres cours : par exemples, la genèse et les transformations du système monétaire international (Economie), la naissance et les mutations des classes sociales (Sociologie), les rapports entre faits et doctrines économiques (Histoire des théories économiques) ...

3. Sensibiliser les étudiants à "l'épaisseur" des faits humains, produits complexes d'interactions multiples, que ne peuvent épuiser des explications simplistes ou purement technocratiques (chasse aux "causalités uniques", refus du "il n'y a qu'à ...").

4. Amener les étudiants à procéder, par eux-mêmes, à une série d'opérations intellectuelles, auxquelles doit se familiariser tout universitaire digne de ce nom :

   - le repérage de la structure d'un exposé ;
   - l'appropriation raisonnée et rigoureuse d'une matière ;
   - la présentation claire, précise et exhaustive d'un "dossier" ;
   - la reconstitution d'une évolution, vue par segments au cours;
   - la comparaison de réalités proches ou opposées, en vue d'en dégager les points communs et/ou les différences ;

- la présentation synthétique de divers éléments relatifs à un même problème.

Tels sont d'ailleurs les critères retenus lors de l'évaluation.

C. L'évaluation :

1. En octobre (test) et en janvier (interrogation), les étudiants sont soumis uniquement à une épreuve écrite. En juin et septembre, ils passent un examen écrit. Celles et ceux qui obtiennent une note comprise entre 6 et 11+ sur 20 ont la possibilité de présenter, le même jour, un oral de "rattrapage". Celles et ceux qui obtiennent 12/20 et plus en sont dispensés. L'oral est déconseillé (ce qui ne veut pas dire interdit) à celles et ceux qui, pour l'examen écrit, ne franchissent pas la barre de 6/20.

2. Chaque épreuve écrite (janvier, juin, septembre) comporte deux questions, à traiter en deux heures quinze maximum :
   - une question dite "de restitution", portant sur une section de la matière, à présenter de manière claire, exhaustive et détaillée (N.B. : le test d'octobre ne comprend pas de question de ce type);
   - soit une question de comparaison (portant sur deux sections d'un même chapitre ou sur des sections de chapitres différents, à présenter méthodiquement - point par point - sous forme de tableau en colonnes); soit une question dite "d'enchaînement" (reconstituer avec précision une évolution vue par étapes durant l'année); soit une question de synthèse (dresser un inventaire, aussi complet que possible, de toutes les composantes ou dimensions d'un même phénomène, éparpillées dans le cours, en évoquant l'essentiel pour chacune d'elles).

D. Le plan du cours : cfr le plan de chaque chapitre en tête de chapitre.

- Introduction : la société pré-industrielle.

- Première partie : la première révolution industrielle :
  I : Les composantes économiques
  II : La question sociale
  III : Révolution industrielle et impérialisme.

- Deuxième partie : La deuxième révolution industrielle :
  I : Les composantes économiques et sociales
  II : Les grandes étapes du XXè siècle (approche chronologique).

E. Quelques conseils :

- Avant tout effort de mémorisation,
  * relisez le cours pour vous assurer de la bonne compréhension de chaque section;
  * demandez les éclaircissements, nécessaires à l'enseignant (il est là aussi pour cela !);
  * établissez un plan détaillé et raisonné, section par section, chapitre par chapitre, en soulignant les liens logiques et les renvois (en vue d'une question d'enchaînement ou de synthèse).

- Sélectionnez judicieusement l'information :

  * le résumé squelettique est insuffisant (par ex. pour répondre à une question de restitution ou de comparaison);
  * toutes les données n'ont pas la même importance : méfiez-vous de votre notion de ce qu'est un "détail", car elle ne correspond pas toujours à celle de l'enseignant ...
  * Mémorisez par blocs de matière (non page par page, au jour le jour, mais chapitre par chapitre, en continu, durant plusieurs jours), en utilisant votre plan raisonné. Revoyez chaque chapitre à la lumière des suivants, pour repérer les enchaînements, les sujets comparables, les données dispersées relatives à un même problème.
  * N'hésitez pas à étudier deux sections, relatives à des objets similaires ou voisins, sur base d'une structure unique : ce procédé "prépare" utilement les comparaisons.

Orientation bibliographique

(ouvrages en langues française et néerlandaise)

(*) : ouvrages "importants".

- J.-Ch. ASSELAIN, Histoire économique. De la révolution industrielle à la première guerre mondiale, Paris, 1985.

- R. BENICHI et M. NOUSCHI, Histoire économique contemporaine. La croissance du XIXe au XXe siècle, Paris, 1987.

- P. DELFAUD, Cl. GERARD, P. GUILLAUME et J.-A. LESOURD, Nouvelle histoire économique, Paris, 1976, 2 vol.

- J.-M. GAILLARD et A. LESPAGNOL, Les mutations économiques et sociales au XIXe siècle (1780-1880), Paris, 1984.

- J.-M. JEANNENEY et E. BARBIER-JEANNENEY, Les économies occidentales du XIXe siècle à nos jours, Paris, 1985, 2 vol.

- S. dir. P. LEBRUN, Histoire quantitative et développement de la Belgique au XIXe siècle (1830-1913), collection en cours de publication, Bruxelles, depuis 1972.

- S. dir. P. LEON, Histoire économique et sociale du monde, t.III-VI, Paris, 1977-1978(*).

- J.-P. RIOUX, La révolution industrielle 1780-1880, Paris, 1971.

- H. VAN DER WEE et E. AERTS, De economische ontwikkeling van Europa 950-1950, Louvain, 1983.

- H. VAN DER WEE, Histoire économique mondiale 1945-1990, Louvain-la-Neuve, 1990(*).

Examen d'Histoire

Quelques conseils ...

1) La durée de l'examen est limitée (deux heures 15). Il importe, dès lors, de bien gérer le temps dont on dispose. Ceci implique :

   a) de limiter le recours aux "feuilles de brouillon" : celles-ci ne servent pas à préparer tout l'examen par le menu, en vue d'un recopiage au net ; elles doivent permettre à l'étudiant de repérer les parties du cours sur lesquelles portent les questions (reconstitution du plan du cours) et d'ordonner les réponses (dont la structure schématique est jetée sur papier).

   b) de lire attentivement la question posée pour y répondre adéquatement : évitez de "sortir du sujet", bannissez les longues introductions inutiles ... . Si l'on vous demande d'être synthétique, allez droit à l'essentiel, sans vous perdre dans les détails. Si au contraire, l'examinateur exige une réponse détaillée et précise, soyez d'emblée attentif à tous les éléments pour ne pas devoir les "ajouter après coup", ce qui engendre énervement, confusion ...

   c) de répondre en 45 minutes maximum à la question de restitution, afin de pouvoir consacrer au moins 1 heure/1 heure 15 à l'autre question (comparaison, enchaînement ou large synthèse).

2) La question de restitution porte sur une partie déterminée de la matière. Il est inutile d'intégrer à la réponse des éléments de provenances diverses, peu liés au sujet. La réponse doit être

   - structurée (plan apparent grâce à une numérotation ou des titres, sous-titres);
   - complète : s'il y a dix éléments, il importe de les aborder tous;
   - précise : évitez les généralités, les banalités; soyez attentif à la chronologie, au vocabulaire (utilisez le terme propre);
   - personnelle : la reproduction mécanique du syllabus (le "par coeur, mot à mot"), sans explications permettant de tester la compréhension, ne donne pas droit à une note élevée ...

3) Pour bien répondre à une question de comparaison, il importe :

a) d'éviter les "pièges" suivants :

- confondre comparaison et juxtaposition : la première organise la matière en vue de faire apparaître les ressemblances et les différences entre deux phénomènes; la seconde se contente de "plaquer" face à face des éléments plus ou moins identiques, repris tels quels dans l'ordre du syllabus;

- une compréhension insuffisante de la matière : elle ne permet pas d'identifier judicieusement les éléments à comparer (ceux de même nature ou qui interviennent au même niveau) ;

- une structure déficiente : elle est à l'origine de lacunes et de multiples redites (revenir plusieurs fois sur une même aspect dans différentes parties de la comparaison).

b) d'adopter une démarche adéquate, c.-à-d.,

- décomposer la matière par le menu, afin d'y repérer tous les éléments relatifs à un même phénomène, avec leurs différentes composantes ("détricoter la matière" jusqu'à retrouver les fils les plus ténus);

- repérer les ressemblances et les différences entre les phénomènes, élément par élément, composante d'élément par composante d'élément;

- ordonner la comparaison ("retricoter la matière"). Plusieurs méthodes sont envisageables :
  * soit faire apparaître d'abord les ressemblances, puis les différences (ou inversement);
  * soit présenter les éléments dans un ordre logique (du plus important au moins important, du général au particulier, du début d'un processus à sa fin), en indiquant pour chacun d'eux les ressemblances et les différences.

La présentation la plus commode est le tableau à plusieurs entrées avec :

- colonne 1 : indication de la nature des éléments comparés ou du niveau auquel ils se situent;
- colonne 2 : les éléments du phénomène A, avec leurs composantes, classés successivement selon l'ordre annoncé dans la colonne 1;
- colonne 3 : idem pour les éléments du phénomène B.

De la sorte, en lisant horizontalement le tableau, il est possible de percevoir aisément les ressemblances ou différences ayant trait à un même aspect, annoncé tel quel dès le début de la lecture.

4) La question d'enchaînement est une forme amplifiée de la question de restitution : il s'agit de mettre bout à bout différentes parties de la matière relatives à un même problème (ex : l'agriculture), pour retracer une évolution de 1750 à nos jours. Soyez aussi précis et exhaustif que pour une question de restitution. Soyez attentif à la chronologie, pour établir une distinction nette entre les différentes étapes de l'évolution.

5) A une question de large synthèse, vous répondrez en veillant à

- regrouper TOUS les éléments dispersés dans le cours qui ont trait à un même objet : la démarche est irréalisable si la structure du cours est imparfaitement connue ou si l'on a tuyauté ... ;
- réunir ces éléments multiples, domaine par domaine (ex : tout ce qui a trait à la monnaie, puis tout ce qui se rapporte aux transports ...) ;
- présenter chaque élément (même celui dont l'importance est secondaire), EN QUELQUES LIGNES QUI VONT DROIT A L'ESSENTIEL.

Ex. "La machine à vapeur (J. Watt, 1769) permet la mécanisation de la production et favorise le developpement des charbonnages".
Toutes les autres mentions (Papin, Newcomen et Savery, condensateur, cylindre, piston, double effet, fonctionnement de la machine ...) sont SUPERFLUES.

INTRODUCTION :
LA SOCIÉTÉ PRÉ-INDUSTRIELLE

En centrant l'attention sur l'Europe occidentale, nous décrirons sommairement la société, telle qu'elle se présente avant les révolutions industrielles. Nous insisterons sur les différences qui la séparent de la société actuelle. Par ce biais, nous saisirons l'importance des mutations qui ont caractérisé les deux derniers siècles.

Plan du chapitre

1. La population.
2. L'état des connaissances.
3. Les moyens de transport.
4. Les caractères généraux de l'économie pré-industrielle.
5. L'agriculture avant la "révolution agricole".
6. "L'industrie".
7. Doctrines et politiques économiques.
8. La monnaie.
9. Les structures sociales.

1. LA POPULATION (1750/1987)

- Pour 1750, des statistiques incomplètes et fragiles.

  Pour 1987, des données beaucoup plus sûres.

- La population mondiale :

  en 1750, de 660 à 733 millions d'êtres humains ;

  en 1987, sept fois plus, soit 5 milliards.

- La répartition entre les continents :

  de 1750 à 1987, quelques constantes (ex. prépondérance de l'Asie), mais aussi des différences sensibles (ex. l'Amérique est passée de moins de 2 à plus de 14 % du total mondial).

- Sur le long terme, une évolution très différente :

  très lente croissance avant 1750, "explosion" démographique de nos jours.

- Sur le court terme, un contraste frappant :

avant 1750, une évolution très saccadée (succession de montées et de reculs, alternance de flux et de reflux) ; en 1987, un essor continu et régulier.

Voyons à présent les phénomènes qui sous-tendent cette évolution. Nous laisserons de côté les migrations, assez rares à l'époque. Attachons-nous à la mortalité et à la natalité.

Mortalité (avant 1750)

- Un taux moyen de mortalité très élevé (35 à 40 pour mille avant 1750, contre 11 en Belgique à présent), de peu inférieur au taux de natalité.
- Un taux en fait irrégulier, avec des "catastrophes démographiques" périodiques, provoquant le doublement, le triplement des décès, voire davantage encore.
- Causes de cette mortalité "générale" : insuffisances de la médecine, de l'hygiène, de l'alimentation, conjuguées aux désastres provoqués par les guerres, les épidémies et surtout les famines.
- Une mortalité infantile redoutable. Ex. : en France, avant 1740, une moyenne de 270 pour mille, avec des pointes de 350 à 370 pour mille dans certaines régions ; de 1740 à 1790, une moyenne de 220 pour mille ; à présent, moins de 10 pour mille .

  Causes : conditions de vie de la mère
  lésions lors de l'accouchement
  insuffisance des soins donnés aux nourrissons
  manque d'hygiène du milieu de vie
  alimentation inadéquate
  ravages causés par les maladies infantiles.
- Une espérance de vie très faible : à la naissance, 29 ans en France à la veille de la Révolution de 1789 (environ 70 ans aujourd'hui dans les pays industrialisés).

Natalité (avant 1750)

- Un taux de natalité très fort (de l'ordre de 40 pour mille, contre 12 en Belgique aujourd'hui).
- Obstacles cependant considérables : mariages plus tardifs, période de fécondité plus courte, nombreuses unions brisées par la mort d'un conjoint.
- Causes de cette natalité importante :
  la vie lutte contre la mort,
  la place non négligeable de la main-d'oeuvre infantile,
  la prise en charge des parents âgés par leur descendance.
  N.B. : on connaît des formes élémentaires de contrôle des naissances dans des milieux restreints.

CONCLUSIONS

- " La mort est au centre de la vie, comme l'église au milieu du village" (P. Goubert).
- La mort suscite moins de révolte ou d'indignation. Elle est affrontée avec fatalisme, résignation.
- La mort n'est pas cachée : elle est omniprésente dans l'art, les sermons des prédicateurs, les légendes et traditions.

La révolution industrielle ira de pair avec une " transition démographique", qui scellera le triomphe de la vie sur la mort.

* * * * *
*

2. L'ÉTAT DES CONNAISSANCES

- L'analphabétisme est, aux XVIIe - XVIIIe siècles, un phénomène massif : 79 % d'adultes incapables de signer dans la France de 1685, 63 % cent ans plus tard.
- Ses causes : le travail précoce des enfants, les insuffisances du système scolaire, le coût prohibitif des études et des publications, l'inexistence des autres moyens d'information.
- Apanage d'une minorité socialement favorisée, le savoir de l'homme le plus cultivé, vers 1750, n'a rien de comparable au stock de connaissances maîtrisées par l'universitaire de notre époque. Les sciences sont peu nombreuses et peu développées. La recherche n'est pas systématiquement organisée. Les modes de transmission des informations sont rudimentaires.

  Ex. : la géographie . Le savant de 1750 ne sait rien des archipels océaniens (découverts à partir de 1770-1775), quasi rien des neuf dixièmes de l'Afrique (explorée seulement au XIXe siècle) et des pôles (premières expéditions au début du XXe siècle).
- Les conséquences de cette situation :
  - Souvent, l'homme de 1750 est démuni face à la nature. Il a peur du monde qui l'entoure.
  - L'ignorance laisse le champ libre à l'irrationnel, aux superstitions, aux rumeurs.
  - La méconnaissance entretient la méfiance envers l'autre.
  - Socialement démuni, l'analphabète subit la domination écrasante des nantis, qui "savent".

La révolution industrielle s'accompagnera d'une "révolution" scientifique, technique, culturelle et mentale, qui permettra aux hommes de mieux maîtriser les forces de la nature.

* * * * *
*

3. LES MOYENS DE TRANSPORT

- Les moyens de transport sont lents : à pied, à cheval, en charrette, en péniche ou en bateau, la plupart des hommes se déplacent au ralenti (5 km/heure de moyenne). Tout long déplacement devient une aventure : il faut 19 jours pour relier Paris à Marseille, plus de deux mois pour l'aller-retour Liverpool - New-York.

- Les moyens de transport sont inconfortables. Les déplacements recèlent aussi maints dangers (accidents, brigandage, etc...).

- Les capacités de transport sont limitées. "Jusqu'en 1840, note F. Braudel, la coque de 200 tonnes est la règle, celle de 500 l'exception, celle de 1000 à 2000 tonnes une véritable curiosité".

- Les moyens de transport sont coûteux : ainsi 3000 fois le salaire horaire d'un ouvrier pour le trajet Paris-Toulouse.

- Conséquences :
  - Les échanges sont freinés : seules les marchandises non pondéreuses et de grand prix circulent sur les longues distances.
  - La faible circulation des marchandises aggrave les effets des famines.
  - La plupart des hommes tentent de vivre en "autoconsommation".
  - La grande majorité vit attachée à son terroir, sans rien connaître des autres régions ou pays.

. Méfiance des sédentaires envers les "errants".
La révolution industrielle modifiera les données du problème.

* * * * *
*

4. CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE L'ÉCONOMIE PRÉ-INDUSTRIELLE

- Une économie encore marquée par la pénurie.
- Des échanges freinés par des obstacles multiples : protectionnisme, péages, insécurité, insuffisance des moyens de transport, diversité des poids et mesures, système monétaire vétuste et compliqué, etc...
- Même dans les pays les plus avancés, nette prépondérance des campagnes à tous les niveaux (sauf le commerce intérieur et la banque) : revenu national, population active, fortune des particuliers, investissements, "industries", commerce extérieur, budget de l'Etat.
- Au sein d'une même société, coexistence de plusieurs "logiques économiques", correspondant à des systèmes différents :
  - Une "logique" ancienne, fondée sur l'autarcie, avec des échanges limités et un usage restreint de la monnaie : économie domestique et économie domaniale.
  - Une "logique" d'origine médiévale, fondée sur l'ouverture, l'échange systématique, avec usage incessant de monnaie : économie artisanale urbaine. Caractéristiques :
    a) cellule de base : atelier urbain ;
    b) production marchande, centrée sur les biens de consommation ;
    c) division du travail, avec spécialisation des producteurs ;
    d) dimension restreinte de l'unité de production : personnel réduit, outillage limité, faiblesse du capital ;

e) indépendance du producteur, qui possède ses moyens de production et maîtrise le produit de son travail jusqu'à la vente ;

f) néanmoins, institutionnalisation de la profession, réglementée pour assurer sa défense et échapper à la concentration (métiers, corporations, gildes, jurandes).

. Une "logique" moderne, dont l'émergence est liée à l'élargissement des cadres de l'économie (navigation maritime, grandes découvertes, formation d'empires coloniaux, constitution de grands Etats centralisés) et à l'afflux de métaux précieux : économie capitaliste. Grandes caractéristiques : accumulation de capital qui, en s'investissant, crée une richesse nouvelle ; recherche du profit jusqu'à l'échelle nationale et internationale. Formes : le capitalisme marchand (ex. : le commerce multilatéral), le capitalisme bancaire (ou financier) et, à partir du XVIIIe siècle surtout, le capitalisme "industriel" (finalité productive). Encore embryonnaire, cette dernière forme va se développer avec la révolution industrielle. Elle mènera à une dichotomie croissante entre ceux qui avancent les fonds et ceux qui réalisent effectivement la production, les seconds perdant peu à peu la maîtrise du produit de leur travail.

* * * * *
*

5. L'AGRICULTURE AVANT LA "RÉVOLUTION AGRICOLE"

Avant 1750, l'agriculture est l'activité économique prédominante. Cette prépondérance s'exprime par la recherche presque

angoissée des subsistances de base.

Les conditions dans lesquelles évolue l'agriculture traditionnelle ne sont guère favorables :

- faiblesse des connaissances agronomiques ;
- techniques de culture assez rudimentaires ;
- outillage peu performant ;
- inexistence des engrais artificiels ;
- engrais naturels en quantités limitées ;
- poids de la tradition, qui décourage l'innovation ;
- une exploitation régie par des critères qui, rétrospectivement, paraissent peu rationnels (ex. : relations "affectives" à la terre).

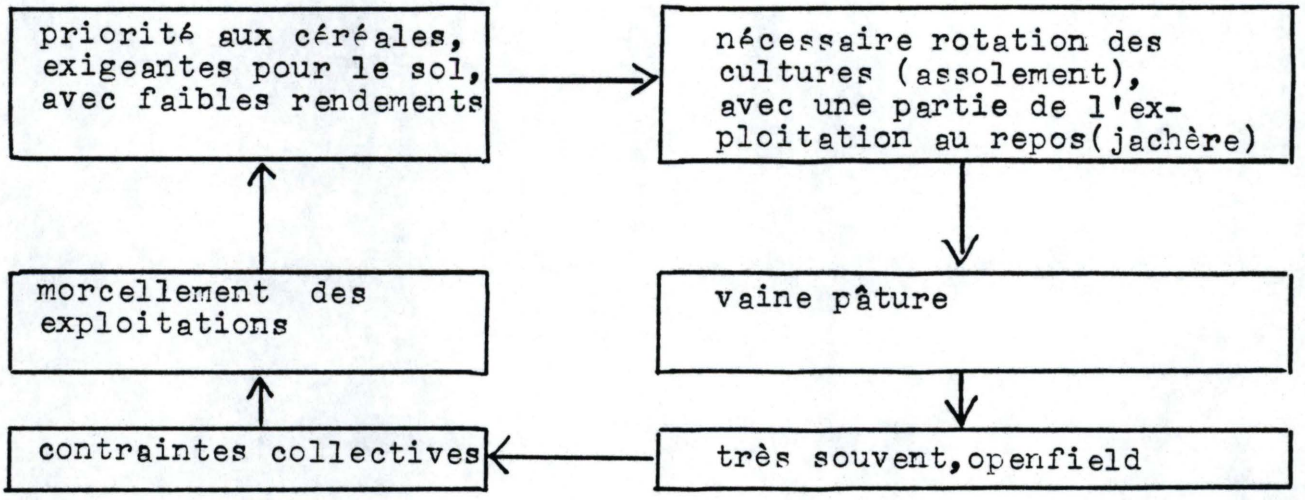
Les conséquences sont graves :

- faiblesse des rendements (5 à 6 quintaux/hectare, soit 10 fois moins qu'aujourd'hui...) ;
- dépendance totale envers les phénomènes climatiques ;
- des marchés particulièrement instables, avec une offre très fluctuante et une demande peu élastique : d'où des flambées de prix, amplifiées par la spéculation.

En Europe occidentale, les subsistances s'identifient aux céréales, qu'elles soient panifiables (blé, mais aussi seigle, épeautre, sarrasin) ou non (orge pour la bière, avoine pour le bétail). Elles constituent une alimentation très nutritive et nettement moins chère que les éventuels concurrents.

La culture céréalière est enserrée dans "un véritable

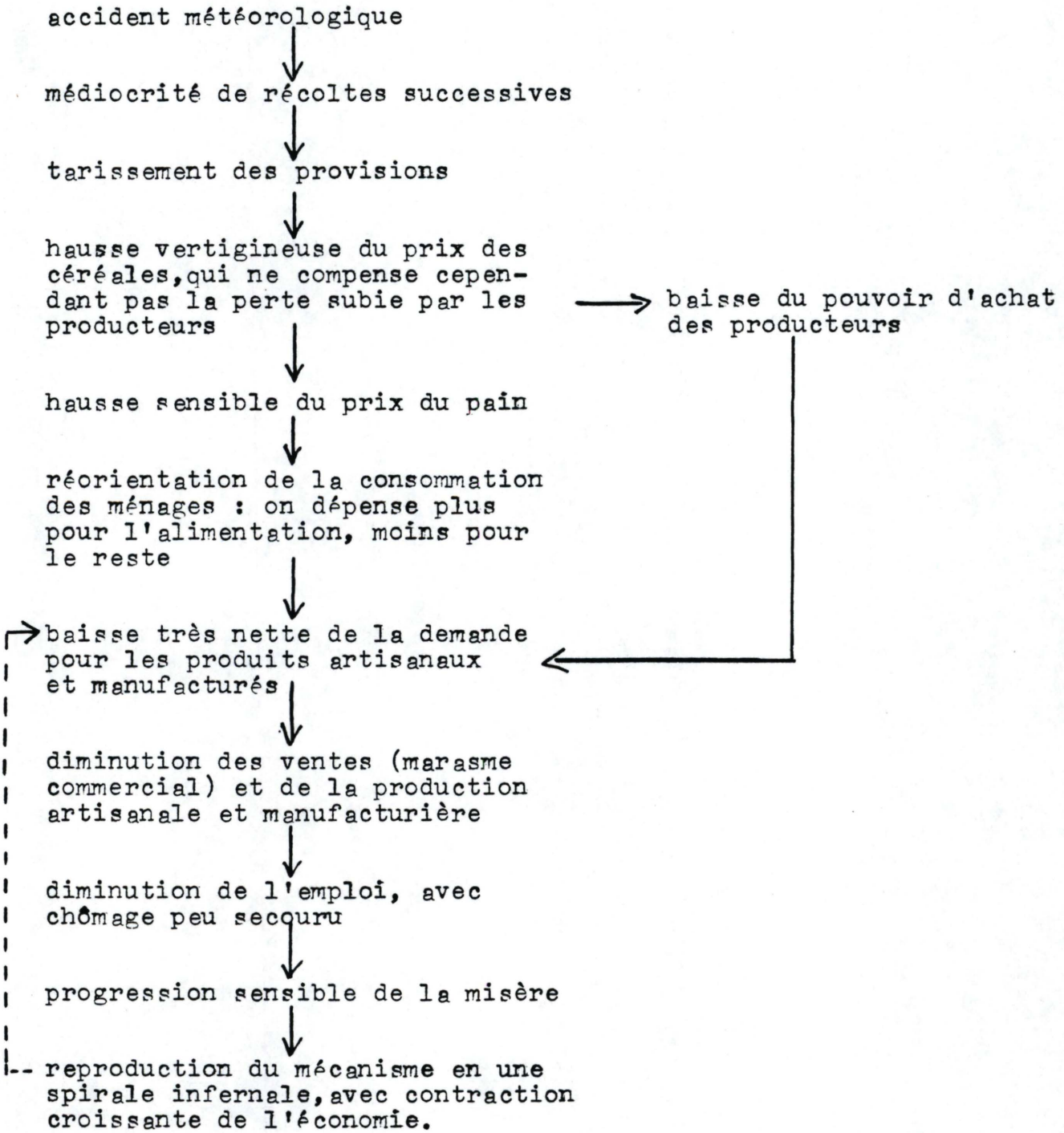
carcan", qui prend même la forme d'un "cercle vicieux" (F. Braudel) :



La transformation de l'agric.mettra fin à ce "cercle vicieux".

La prépondérance de l'agriculture et, en son sein, de la production céréalière, s'avère décisive dans l'explication des crises économiques. Celles-ci ne commencent pas dans l'industrie, ni dans le secteur financier. Elles résultent d'une sous-production agricole qui, par enchaînement de conséquences, mène au ralentissement en cascade de toute l'économie.

Souvent, les mécanismes se mettent en place comme suit :



Seule une succession de bonnes récoltes permet de sortir de la dépression. Les mécanismes s'enchaînent dans le même ordre, mais en jouant dans le sens positif cette fois : la pénurie devient abondance, les baisses se muent en hausses, les progressions de fléaux en régressions.

* * * * *

6. "L'INDUSTRIE"

Pour ne pas confondre les réalités des XIXe-XXe siècles avec celles de la période antérieure, les historiens ont forgé les concepts de "proto-industrie" ou de "pré-industrie".

Caractéristiques :

- La proto-industrie se dégage encore assez mal de la vie agricole, qui la cotoie et parfois la submerge.
- A l'origine, le capitalisme pré-industriel est souvent d'origine commerciale : la production est organisée par des marchands-fabricants , qui écrasent les profits strictement "industriels" de leurs prélèvements.
- Loin de dominer la croissance, la proto-industrie subit ses à-coups, qui lui donnent sa démarche syncopée.
- La production pré-industrielle rencontre très souvent des goulots d'étranglement, qui lui impriment une évolution très saccadée.

Formes :

a) le travail à domicile ou à façon (Verlagssystem en Allemagne, putting out system en Angleterre). Il s'agit d'une petite production, essentiellement manuelle , réalisée à domicile par d'anciens artisans ou des paysans dépendants qui, moyennant rétribution, transforment la matière première que leur remet un marchand-fabricant . Ce dernier vend sur le marché le produit de ce travail, parfois après l'avoir soumis à un apprêt supplémentaire. Dans pareil système, le marchand est à la fois

- entrepreneur
- acheteur et possesseur de la matière première

- distributeur du travail
- contrôleur du processus de transformation
- vendeur du produit fini.

Il n'y a,cependant, pas de concentration de la main-d'oeuvre, ni de l'outillage. La production s'organise en "nébuleuse polarisée" (P. Léon), avec un pôle capitaliste (centre urbain), d'où partent les impulsions, et un réseau de localités rurales où, en association avec le travail agricole, s'opère l'exécution.

b) les manufactures (privées, privilégiées ou publiques). En un même lieu, elles concentrent main-d'oeuvre, matières premières et outillage, le tout exigeant une concentration préalable de capitaux. Elles annoncent les fabriques de la révolution industrielle, dont elles se différencient cependant par certains traits :

- une main-d'oeuvre encore spécialisée, de type artisanal ;
- un travail essentiellement manuel ;
- fréquemment, l'association avec le travail à domicile, qui réalise à bas prix les opérations élémentaires, alors que le finissage s'opère en entreprise ;
- une place très réduite dans le P.N.B. ;
- une présence active dans quelques secteurs (textile, mais aussi métallurgie, chantiers navals, imprimeries....).
- une production centrée sur les biens de consommation, non d'équipement.

Proto-industrie , classes laborieuses et marchands-fabricants forment le terreau dont émerge l'industrie moderne.

* * * * *
*

7. DOCTRINES ET POLITIQUES ÉCONOMIQUES (*)

a) le mercantilisme (1500-1720)

1. Le contexte politique et ses implications

A quelques exceptions près, les régimes politiques les plus modernes sont, aux XVIe- XVIIIe siècles, des monarchies absolues (droit divin ou despotisme éclairé). Pour financer les armées, la bureaucratie et les dépenses de cour, parfois aussi pour assurer le service de la dette, ces régimes ont de gros besoins d'argent. Ils tentent d'accroître la masse imposable en soutenant les initiatives économiques rentables.

2. Principales caractéristiques

- Pour les mercantilistes, l'accumulation des métaux précieux est la source de la richesse des nations. Il convient donc de privilégier le commerce extérieur (et l'industrie qui l'alimente), afin de limiter les importations et d'augmenter les exportations.

Pour limiter les importations, il faut mener une politique protectionniste :

. tarifs douaniers élevés

. actes de navigation (maîtrise du fret)

. pactes coloniaux.

Pour accroître les exportations, l'Etat

. encourage les innovations techniques

. stimule la production par des commandes publiques

(*) Analyse beaucoup plus approfondie en 2e candidature, avec le cours d'Histoire des théories économiques (J.-Ph. Platteau).

. aide les manufactures privées

. crée des manufactures publiques

. développe les voies de communication

. soutient ou fonde des compagnies de commerce

. impose aux colonies de passer commande à la métropole.

- Les mercantilistes sont partisans d'un interventionnisme étatique, poussé jusqu'au dirigisme.

- A la fin de la période envisagée, ils sont à l'origine d'innovations monétaires (cf infra), destinées à fournir des moyens financiers à l'Etat, tout en stimulant la vie économique (augmenter les transactions et faire baisser les taux d'intérêt, en accroissant la masse et en élevant la vitesse de circulation).

3. Critique

- Le commerce international est, à leurs yeux, un jeu dont la somme est nulle. Toute nation ne peut s'enrichir qu'au détriment des autres. D'où la légitimation d'une politique basée sur la force, impitoyable pour les concurrents et les colonies.

- S'il devait se généraliser, le protectionnisme paralyserait l'activité motrice qu'est le commerce international.

b) la physiocratie (1720-1776)

1. Le contexte politique et ses implications

La monarchie absolue est de plus en plus contestée pour ses excès et ses carences. Des philosophes mettent en question sa fonction d'"instance ordonnatrice" de la société, en

lui opposant les concepts de liberté et de nature.
Le pouvoir n'a pas à modeler le corps social : lorsqu'il est laissé à lui-même, la loi naturelle le mène potentiellement à l'harmonie. Respecter la nature et ses lois est l'impératif qui doit s'imposer dans tous les domaines, y compris l'économie. Tel est le programme des physiocrates, qui semblent s'accommoder d'une "monarchie absolue réformée". Leurs conceptions s'opposent à celles des mercantilistes sur plusieurs points fondamentaux.

2. Principales caractéristiques

- La richesse des nations n' a pour origine ni le commerce, ni la "proto-industrie". Elle réside dans l'agriculture (et subsidiairement dans les mines), seule vraiment productive parce qu'elle respecte les lois de la nature (= source de la richesse)
- Le monde et l'économie sont appelés à fonctionner harmonieusement grâce à la loi naturelle, qui est inscrite en eux. Toute politique dirigiste ou interventionniste est nocive : l'Etat doit "laisser faire" la nature.
- Les pouvoirs publics ne doivent pas régir le commerce intérieur et extérieur. Le "laisser passer" est de rigueur. Il faut démanteler les entraves à la circulation des biens, le contrôle des prix, les privilèges monopolistiques reconnus à certaines compagnies, etc...
- Si l'agriculture est seule productive, tout développement économique passe par la classe qui la fait prospérer : les fermiers. Il faut stimuler leur activité en réduisant la fiscalité, qui les écrase, et en favorisant chez eux l'accumulation du capital, source d'investissements et de modernisation.

Leurs vues sont appliquées en France par Turgot (1774-1776). L'échec de cette tentative s'explique par la conjoncture économique défavorable, par la résistance des privilégiés et l'affaiblissement de la monarchie.

3. Critique

- Le raisonnement repose sur des postulats non démontrés (productivité de la seule agriculture, par ex.).
- Les physiocrates raisonnent en termes trop "français" : ils ne voient pas tout le parti que l'Angleterre et les Provinces-Unies tirent de leur commerce et, dans le cas britannique, de l' industrie naissante (révolution technologique dans le textile).
- Si la "révolution agricole" amorcée par les Anglais les intéresse, ils n'en soupçonnent ni les implications, ni les prolongements.

* * * * *
*

8. LA MONNAIE

a) Caractères généraux du système monétaire

- Il n'englobe pas toute la sphère économique : une bonne part des transactions (surtout dans les milieux populaires) s'opère encore en nature : troc de marchandises, échange de services.
- Nette prépondérance de la monnaie métallique. Deux métaux dominants, outre le cuivre (réservé aux petits achats) : l'or et l'argent. Comme leur production est irrégulière, leur valeur relative fluctue en un long chassé-croisé. Conformément à la loi de Gresham, "la mauvaise monnaie" (le métal le plus commun, qui seul circule encore) "chasse la bonne" (le métal qui, devenant plus rare, est thésaurisé).
- Les autres formes de monnaie (papier - monnaie et

monnaie scripturale) demeurent longtemps peu utilisées par le grand public.

- D'une manière générale, malgré l'afflux de métaux précieux venant d'Amérique, les économies souffrent d'une pénurie de moyens de paiement, dont la vitesse de circulation est, de plus, freinée par maints obstacles. Cette situation entrave les échanges. Elle incite marchands et banquiers à innover, en "fabriquant un ersatz de monnaie" (Braudel).

b) Évolution du XVIe au XVIIIe siècle

1. Jusqu'au début du XVIIe siècle

Tant pour la monnaie métallique que pour les billets, le système monétaire présente de grosses faiblesses.

MONNAIE MÉTALLIQUE

La masse monétaire est amputée par la fuite du métal précieux hors d'Europe, plus encore par la stérilisation d'une bonne part des espèces, due à diverses pratiques :

- la thésaurisation
- les imperfections de la frappe
- les altérations (usure, modification du titre)
- les mutations

Dans ces divers cas, la loi de Gresham est d'application: "la mauvaise monnaie chasse la bonne".

La vitesse de circulation est freinée par la diversité des espèces en circulation (monnaies étrangères "concurrençant" la monnaie nationale) et les pratiques frauduleuses.

PAPIER-MONNAIE

- Pas encore de billets à montant fixe, aisément réutilisables.
- Aucune création de monnaie : tout billet correspond à un montant en espèces métalliques, stocké par la banque

d'émission.

2. Les innovations des XVIIe et XVIIIe siècles

MONNAIE MÉTALLIQUE

- Accroissement de la production d'argent (notamment au Mexique) et exploitation de nouvelles mines d'or (Brésil) à l'extrême fin du XVIIe et au XVIIIe siècle.
- L'Angleterre et la France (1717 et 1726) fixent, de manière intangible, la valeur-or de leurs pièces.

MONNAIE DE PAPIER

- 1609 : la Wisselbank d'Amsterdam émet des billets à montant fixe, aisément réutilisables.
- 1656 : le banquier suédois Palmstruch "invente" la monnaie fiduciaire, en procédant au premier abaissement du taux de couverture (émissions en billets = montant des encaisses métalliques + effets de commerce dont la banque doit assurer le recouvrement).
- 1694 : création de la Banque d'Angleterre, avec premier abaissement important du taux de couverture et transformation des créanciers de l'Etat en actionnaires d'une société privilégiée.

ÉTUDE DE CAS : LA RÉUSSITE BRITANNIQUE ET L'ÉCHEC FRANÇAIS

Grande-Bretagne

Guillaume III d'Orange a un urgent besoin d'argent pour mener la guerre à Louis XIV. Il pourrait augmenter les impôts ou recourir à des prêteurs professionnels. Ces deux solutions s'avèrent trop onéreuses (soit concessions au Parlement, soit taux d'intérêt trop élevé). Force est

d'innover. Le système mis au point par W. Paterson repose sur les principes suivants :

- constitution d'une S.A. (Banque d'Angleterre), approuvée par le Parlement ;
- émission d'actions par cette S.A., qui réunit 1.200.000 livres ;
- prêt de cette somme à l'Etat, moyennant des garanties (caractère extraordinaire des dépenses en cause, saine gestion des finances publiques, prêt gagé par des assignations sur les revenus royaux) et des avantages (8 % d'intérêt annuel, émission de papier monnaie pour le montant prêté, faculté pour la Banque de se livrer aux opérations des autres banques privées).

L'innovation se solde par l'émission de billets, garantis par une encaisse métallique très inférieure à leur valeur. La confiance du public permet à l'usage du papier monnaie de se répandre. La croissance de la masse monétaire stimule les échanges, la baisse du loyer de l'argent et le développement des banques.

France

Les finances publiques sont dans une situation déplorable. Alimentées par les dépenses de cour, de prestige, de guerre, les "sorties" excèdent notablement les recettes, insuffisantes faute d'administration fiscale et d'assiette de l'impôt socialement équilibrée. La succession des déficits conduit à la formation d'une dette publique énorme, avec "effet boule de neige". Sous la Régence, le financier écossais John Law tente à la fois de remédier au désastre financier et de relancer l'économie française.

La création d'une banque (avec émission de papier monnaie, escompte des effets de commerce et réception de dépôts) peut être profitable au Trésor :

- stimulation des échanges, entraînant un meilleur rendement de l'impôt ;
- inflation (modérée) allégeant la charge de la dette en termes réels ;
- disponible mis à la disposition de l'Etat, pour qu'il rembourse des créances ;
- conversion de créances en actions, avec diminution de

de l'intérêt à payer par le Trésor.

Mise en oeuvre du système :
1716 : création de la Banque Générale (Royale, 1718), au capital de 6 millions, dont les actions sont souscrites pour 1/4 en monnaie, pour 3/4 en créances sur l'Etat.
1717 : création de la Compagnie d'Occident, au capital de 100 millions, avec émission d'actions payables en créances sur l'Etat. Extension des activités commerciales par rachat des privilèges d'autres compagnies.
1720 : après fusion de la banque et des activités commerciales, banqueroute de Law.

Les causes de l'échec :
- émissions disproportionnées de papier ;
- promesses inconsidérées de dividendes ;
- spéculation ;
- méfiance envers l' Etat.

Ses conséquences :
- méfiance des Français envers le papier monnaie (renforcée sous la Révolution par l'effondrement des assignats) ;
- retard du secteur du crédit en France.

La révolution industrielle ira de pair avec l'émergence d'un système monétaire nouveau.

* * * * *
*

9. LES STRUCTURES SOCIALES

A l'ère pré-industrielle, la société occidentale est fort inégalitaire et nettement hiérarchisée. En France et dans nos régions, elle s'articule en ordres et en classes.

a) Les ordres

Les ordres sont des entités juridiques. Ils se définissent par un statut, comportant à la fois des prérogatives (érigées

souvent en privilèges) et des devoirs.

Initialement, prérogatives et devoirs s'équilibrent. La répartition de la société en ordres repose, au Moyen Age, sur une division fonctionnelle des tâches, hiérarchisées selon le système de valeurs du temps :

ORDRES	OBLIGATIONS	PRIVILÈGES	VALEURS
Clergé	prier pour la communauté, assurer le culte, enseignement, assistance, "état civil".	exemption de travail servile, fiscalité, juridictions, représentation dans les assemblées d'État, entretien par les fidèles.	prééminence du service de Dieu sur les autres activités.
Noblesse	assurer la sécurité intérieure et extérieure, accessoirement juger.	dispense de travail servile, honneurs, fiscalité, fonctions, représentation dans les assemblées d'État, privilèges "féodaux".	prééminence du combattant sur le travailleur.
Tiers	travailler pour assurer la subsistance de tous.	-	dévalorisation du travail manuel et des activités "mercantiles".

Si elle est relativement rigide, cette tripartition n'est cependant pas figée (sauf au XVIIIe siècle) : la promotion sociale de membres du Tiers est assurée par la tonsure et par l'anoblissement.

Au XVIIIe siècle, les privilèges ont perdu l'essentiel de leur justification. L'évolution politique, économique et mentale rompt l'équilibre entre devoirs et privilèges, auxquels les

deux premiers ordres s'accrochent. Les armées permanentes confinent la noblesse dans un rôle "décoratif", tandis que le haut clergé, avide de revenus, fait exécuter ses tâches par des ecclésiastiques de rang inférieur. Quelle est encore l'utilité sociale des privilégiés ? Telle est la question que le Tiers pose de plus en plus crûment.

b) Les classes

Les classes sont des réalités socio-économiques, qui se définissent par des critères tels que la profession, les revenus, le niveau et le genre de vie.

Du point de vue socio-économique, les ordres (réalités juridiques) apparaissent tout à fait artificiels : ils regroupent des couches très différentes de la population.

Ainsi le clergé, comme ordre, comprend au moins deux classes : le haut clergé, proche de la noblesse, et le bas clergé, solidaire du peuple.

De même, la noblesse englobe au moins deux classes : la haute noblesse, qui maintient son prestige et sa richesse en s'adaptant aux réalités économiques nouvelles, et la petite noblesse, qui s'appauvrit. La seconde, dans un réflexe défensif, se raidit. La "réaction nobiliaire" prive ainsi la bourgeoisie de ses possibilités d'ascension sociale. Elle opprime les paysans, en rétablissant des droits tombés en désuétude .

Cette crispation mécontente le Tiers. Du point de vue socio-économique, ce dernier réunit des classes très différentes,

dont les intérêts ne sont pas toujours convergents :

- les misérables, démunis de tout ;
- les pauvres des villes et des campagnes, qui forment la majorité de la population ;
- la "classe moyenne" ;
- les bourgeoisies (marchande, bancaire, manufacturière, de robe).

Riches, instruits, dynamiques, les bourgeois forment une classe potentiellement révolutionnaire. Aussi longtemps que la promotion sociale ne leur est pas fermée, ils s'accommodent de l'ordre établi. La "réaction nobiliaire", en les enfermant dans leur condition, les pousse à le remettre en question, en s'appuyant sur le mécontentement des moins favorisés.

La révolution de 1789 (Révolution Française) est également une mutation sociale. Sous la pression des bourgeois, les ordres et privilèges juridiques sont abolis : les classes occupent désormais tout l'espace social, tandis que la fortune devient la seule pierre angulaire de la nouvelle hiérarchie. En absorbant peu à peu les franges "modernes" de la noblesse, la bourgeoisie incarne la classe dirigeante. La révolution industrielle va renforcer sa prééminence. Elle donnera aussi naissance à une classe nouvelle, le prolétariat. L'antagonisme des bourgeois et des prolétaires dominera la vie sociale du XIXe siècle.

LA PREMIÈRE RÉVOLUTION INDUSTRIELLE (1780-1880)

Dès la fin du XVIIIe siècle, la première révolution industrielle modifie profondément les structures économiques de l'Europe occidentale. Les Etats-Unis et le Japon suivent le mouvement.

La chronologie de la mutation demeure très discutée. Elle varie de pays à pays, de secteur à secteur. La plupart des historiens adoptent, comme terminus a quo, les années 1770-1780, au cours desquelles le processus commence en Grande-Bretagne. Le terminus ad quem se situe vers 1870-1880, lorsqu'une importante crise économique modifie les conditions de l'industrialisation ultérieure.

Plan du chapitre

1. Origine et contenu d'une terminologie.
2. La "transition démographique".
3. La transformation de l'agriculture.
4. Innovation technique et machinisme.
5. L'énergie.
6. Le capitalisme industriel.
7. Les banques.
8. La monnaie.
9. Libéralisme et rôle des pouvoirs publics.
10. Moyens de transport et de communication.
11. Le commerce intérieur.
12. Le commerce extérieur.
13. Importance de la conjoncture politique et militaire : le cas de la Belgique (1740-1847).

1. ORIGINE ET CONTENU D'UNE TERMINOLOGIE

a) Origine

L'emploi de l'expression "révolution industrielle" demeure exceptionnel avant 1840. F. Engels est le premier auteur à l'utiliser couramment (Situation de la classe laborieuse en Angleterre, 1845). Repris par des économistes, comme J.S. Mill (1848) et par K. Marx (1867), le nouveau vocable s'impose à la fin

du XIXe siècle.

K. Marx est le premier à construire un modèle explicatif de la révolution industrielle (Le Capital), décrite comme une transformation qualitative de l'organisation de la production et des rapports sociaux. D'autres auteurs ont suivi son exemple. Au cours des années 1945 - 1965, ils ont eu tendance à privilégier une composante, présentée comme à l'origine de la mutation globale. Pendant les dernières décennies, les descriptions monocausales ont été critiquées. L'analyse est devenue moins monolithique. Elle souligne les interdépendances entre les différents facteurs (au nombre d'une trentaine pour le seul cas britannique...).

b) Contenu

→ La révolution industrielle ne correspond pas à la naissance de l'industrie, au sens de secteur secondaire. Distincte de l'agriculture et produisant pour le marché, celle-ci remonte au coeur du Moyen Age.

→ En 1960, l'économiste américain W.W. Rostow (Les étapes de la croissance économique) a élaboré la notion de take-off (décollage). Dans cette perspective, la révolution industrielle serait une rupture

. brève et brutale

. définie avant tout en termes quantitatifs

. où, sous l'impulsion de leading sectors, l'ensemble de l'économie s'arrache aux blocages qui l'entravaient, pour s'engager dans une croissance rapide, exponentielle

et auto-soutenue.

L'analyse de Rostow a été critiquée par de nombreux historiens. Leurs remarques peuvent se résumer en ces termes :

1. Rupture brève et brutale ?

C'est assurément le cas en Grande-Bretagne, mais on a trop extrapolé à partir du cas anglais, en l'érigeant en modèle de référence, dont le schéma d'industrialisation serait plus ou moins bien reproduit par des "pays suiveurs". En réalité, il n'y a pas de modèle : chaque pays s'industrialise selon ses conditions propres, auxquelles s'adaptent les agents économiques. Ces conditions sont telles que maints pays ne connaissent pas de "rupture brève et brutale". Ainsi la France qui, sans poussée explosive, connaît une évolution lente et régulière. Ou encore l'Allemagne, qui ne subit pas une, mais plusieurs flambées de croissance.

2. Rupture définie en termes quantitatifs ?

Il serait vain de nier la réalité de "bonds quantitatifs" réalisés par les économies en cours d'industrialisation : tous les graphiques attestent leur existence. Mais ces bonds sont-ils typiques de la période étudiée ? A plusieurs reprises, on les retrouve dans l'histoire, sans qu'il y ait eu révolution industrielle. Ce qui est propre à celle-ci, c'est l'accélération vertigineuse de la croissance. Mais cette dernière est plus une conséquence (le fruit de nouvelles structures économiques) qu'un trait spécifique. L'essentiel est d'ordre qualitatif :

il y a un changement profond dans la "manière de produire".

3. Impulsion décisive de secteurs pionniers ?

L'historiographie récente ne nie pas le rôle moteur de certains secteurs (comme le textile ou les chemins de fer), mais en réduit l'influence. A elles seules, les mutations qu'ils traversent ne suffisent pas à déclencher la dynamique qui s'empare de toute l'économie.

→ Actuellement, la révolution industrielle est perçue comme "une structure de changement de structure" (P. Lebrun). Elle est, en quelque sorte, une phase de turbulence, qui déstructure une situation socio-économique stable, pour donner le jour à des forces nouvelles, constitutives d'un nouvel équilibre.

1. La rupture est sans doute quantitative :

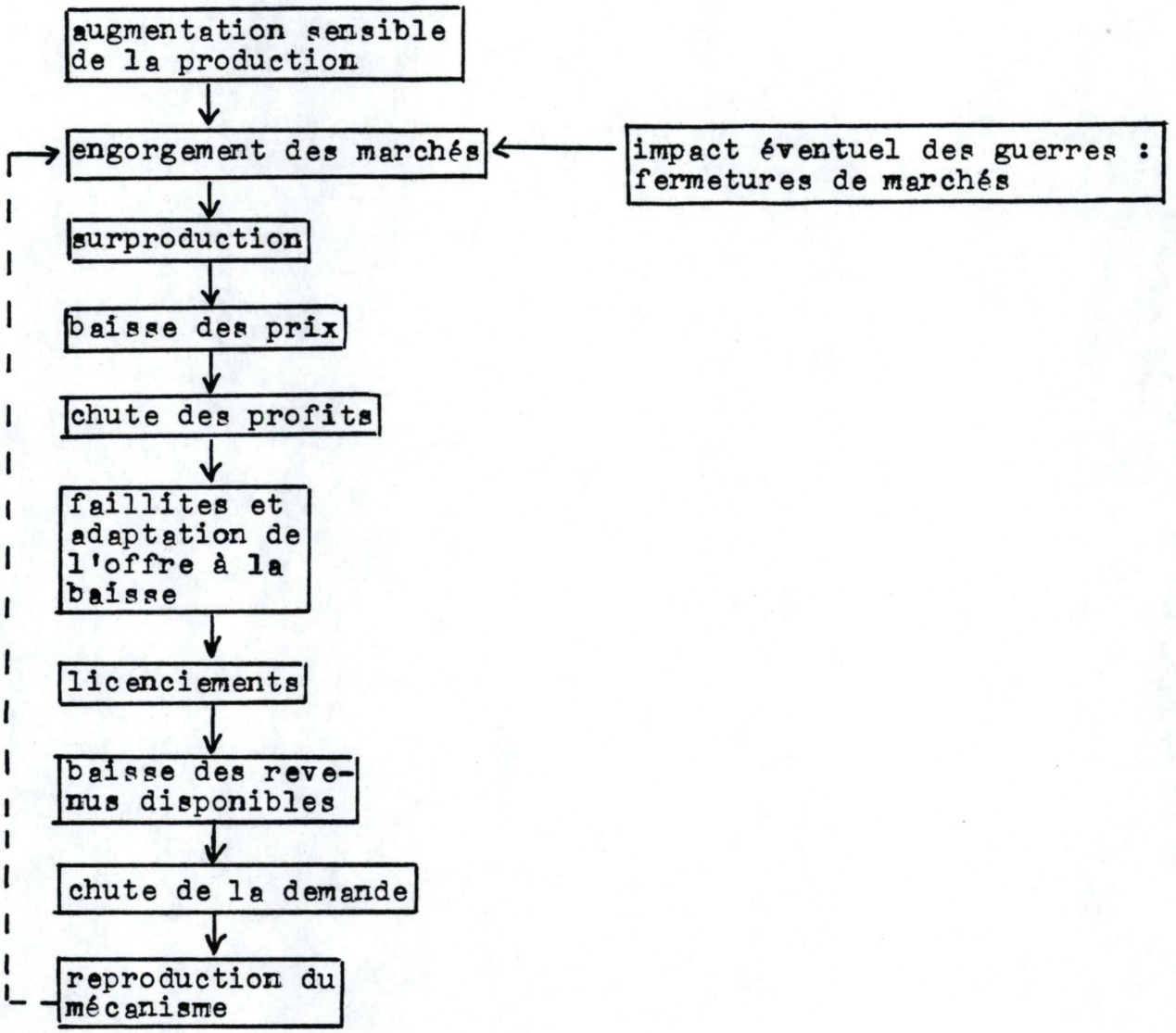
- croissance spectaculaire de la production ;
- "explosion" de la productivité ;
- baisse sensible des coûts de production ;
- hausse des profits et de l'investissement ;
- diminution spectaculaire des prix de vente.

Tous ces symptômes sont, cependant, plus des conséquences que des causes.

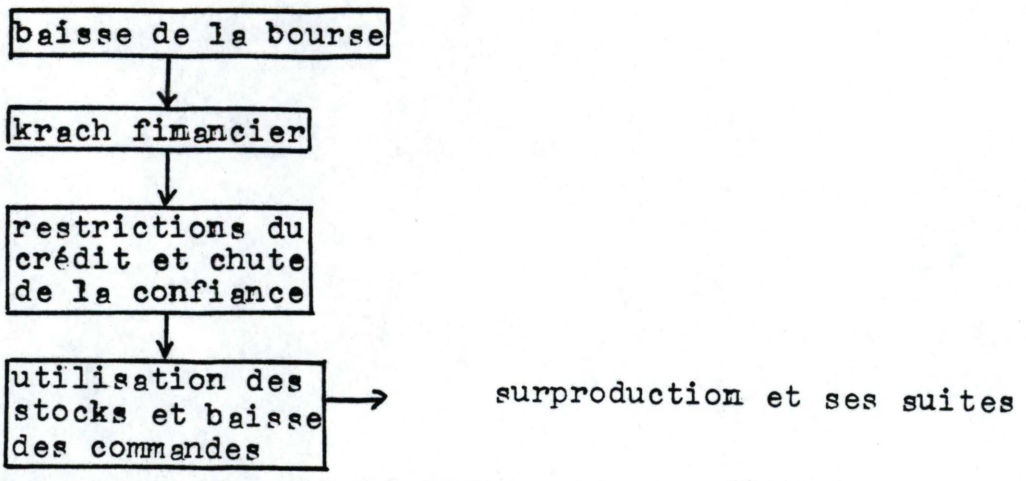
2. La rupture est surtout qualitative :

a) L'industrie devient le secteur dominant de l'économie. Son rythme de croissance affecte l'ensemble de la machine économique . Après une phase de transition assez confuse, les crises industrielles se généralisent, pour paralyser les autres rouages, selon le

schéma(simplifié) suivant :



A la fin de la période examinée ici (début des années 1880), on voit poindre des crises d'un nouveau type. La surproduction naît selon les mécanismes suivants :



Ces crises annoncent la seconde révolution industrielle, qui se caractérise par une intégration croissante entre le secteur financier et l'industrie.

b) La production connaît une mutation qualitative : celle-ci consiste en l'apparition d'un nouveau système de production (la grande industrie capitaliste), que l'on peut définir en trois traits :

1° De nouveaux moyens de production : à l'outil manié par l'homme, avec son savoir-faire et son énergie musculaire, se substitue la machine-outil, mue par une force motrice utilisant une énergie inanimée (ex. : charbon).

2° Une triple concentration de la production :

- dans l'entreprise (fabrique, factory) : concentration de main-d'oeuvre, de machines, de matières premières, exigeant une accumulation croissante de capital.

- dans l'espace: la production ne s'opère plus à la campagne, mais dans des agglomérations industrielles ("pays noirs", vallées lainières, etc...).

- concentration du pouvoir économique : formation de grandes firmes, qui conquièrent une position de force sur le marché (concentration horizontale et/ou verticale).

3° De nouveaux rapports sociaux : séparation de plus en plus nette entre le CAPITAL (possession des moyens de production, du produit fini et accaparement du profit)

et le TRAVAIL (aucun contrôle sur les moyens de production ni sur le fruit de son labeur, vente de la force de travail contre un salaire).

3. La rupture est une oeuvre de longue haleine :

. Elle s'appuie sur des acquis antérieurs.
. En de nombreux domaines, elle s'opère "par transitions lentes et difficilement perçues" (J.-P. Rioux).
. En maints secteurs, les formes nouvelles de la grande industrie coexistent durablement avec celles de la proto-industrie.
. L'émergence des nouvelles classes (élite patronale et prolétariat) s'opère graduellement.

4. La rupture est complexe :

. Il y a multiplicité et interdépendance de ses composantes.
. La gamme et l'importance des ingrédients varie de pays à pays.
. Il faut renoncer à toute interprétation linéaire, pour privilégier les causalités multiples.

5. La rupture est inégale :

. Son aire d'extension est limitée : Europe occidentale, Amérique du Nord, tardivement aussi le Japon.
. Il y a des inégalités de rythme et de niveaux entre pays, régions et secteurs.

* * * * *
*

2. LA TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE

Souvent utilisée, l'expression ("révolution démographique") est impropre : les comportements démographiques se modifient lentement. Il y a, en fait, évolution.

La mutation n'en est pas moins réelle. Dès la fin du XVIIe siècle en Angleterre, la première moitié du XVIIIe siècle dans le reste de l'Europe occidentale, on voit s'amorcer une croissance démographique irréversible.

Le changement majeur est le recul progressif de la mortalité. Ses causes sont

- la disparition des famines ;
- le recul des épidémies ;
- la diminution de la mortalité infantile ;
- les progrès de la médecine.

Son impact se manifeste inégalement selon les classes sociales : le recul de la mort est très net parmi les classes supérieure et moyenne, tandis que l'industrialisation aggrave souvent la misère physique des prolétaires (jusqu'à la fin du XIXe siècle).

Au début, la natalité ne se modifie guère (30 à 40 ‰). La restriction volontaire des naissances commence seulement à se généraliser au milieu du XIXe siècle.

La croissance de la population n'est pas une condition suffisante pour qu'il y ait "bond en avant" au plan économique. Son impact n'est vraiment positif que dans un contexte de développement préexistant. Dans ce cas, elle peut susciter :

- un "effet main-d'oeuvre" : elle procure une force de travail abondante et peu coûteuse ;
- un "effet marché intérieur" : elle ouvre un marché en extension aux biens de consommation courante.

Le premier apport est net dans certains pays, comme la Belgique ou la Suisse. Il ne joue guère en Grande-Bretagne et aux U.S.A., où la mécanisation s'opère pour pallier le manque de bras.

Le second apport joue en Angleterre, en France et surtout aux U.S.A. (où le marché intérieur absorbe l'essentiel de la production). Ses effets sont, cependant, limités par une répartition inégalitaire des revenus. En modifiant celle-ci, les réformes sociales offriront, paradoxalement, de nouvelles perspectives de développement au capitalisme.

* * * * *
*

3. LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE

Maints auteurs - dont Marx et, plus récemment, P. Bairoch (Révolution industrielle et sous-développement, 1969) - ont soutenu l'idée selon laquelle la "révolution agricole" est LA condition *sine qua non* de la croissance industrielle. Selon eux, en effet :

1) La mutation alimente la croissance démographique, dont les effets sont bénéfiques pour l'industrie.

2) Elle implique une diminution sensible de la population active attachée à l'agriculture. L'exode rural donne naissance à une gigantesque "armée de réserve", au sein de laquelle les industriels puisent abondamment.
3) La concentration foncière et les gains de productivité assurent la croissance des revenus des agriculteurs. Ceux-ci augmentent leur demande en outillage, procurant des débouchés importants à la sidérurgie.
4) L'augmentation des revenus permet aussi d'alimenter un surcroît de demande pour les biens de consommation, en particulier pour le textile.
5) La croissance de la rente foncière permet une accumulation de capitaux, qui s'investissent dans l'industrie.

Longtemps considérée comme "classique", cette interprétation est à présent contestée par les historiens. Les points 1 et 4 sont acquis, semble-t-il. Les autres font l'objet de critiques:
1) L'expression "révolution agricole" est incorrecte, vu l'extrême lenteur des changements constatés.
2) L'antériorité d'une transformation de l'agriculture n'est pas prouvée dans tous les pays, loin s'en faut. Souvent, le phénomène se déroule en même temps que la révolution industrielle. Cette dernière est même à l'origine des gains de productivité agricole les plus spectaculaires.
3) La transformation de l'agriculture exige une main-d'oeuvre abondante. L'exode rural est surtout postérieur aux débuts de la révolution industrielle. Il résulte, en fait, de la baisse des prix agricoles, du déclin de la proto-industrie et de la pression démographique (avec morcellement des exploitations familiales).

4) L'agriculture ne stimule que médiocrement la métallurgie, dont les débouchés essentiels sont l'exportation et le marché intérieur non agricole.
5) Les profits agricoles ne s'investissent guère dans l'industrie, si ce n'est indirectement, via les banques. Au lieu de financer l'industrialisation, la propriété foncière - source de prestige social et d'influence politique - en détourne plutôt les capitaux.

Le débat n'est pas clos. Il semble, en tout cas, que la transformation de l'agriculture n'est pas LA condition nécessaire et suffisante à la révolution industrielle. Les deux phénomènes s'entrelacent, pour se stimuler mutuellement.

Mais en quoi consiste cette mutation de l'agriculture ?

NATURE

Le secteur passe d'une agriculture de subsistance à une agriculture capitaliste de grandes exploitations. La transformation commence au milieu du XVIIe siècle en Grande-Bretagne. Elle est l'oeuvre de grands propriétaires-agronomes. Elle se diffuse avec une lenteur extrême.

Les progrès réalisés sont de divers ordres :

COMPOSANTES

1) Extension des surfaces cultivées, avec recul des terres incultes.
2) Mise au point d'un outillage plus performant, dont le prix devient accessible à un nombre croissant de producteurs.
3) Amélioration des techniques de culture.
4) Surtout, modification du système cultural, qui bouleverse

les structures agraires : rotation complexe des cultures, avec introduction de plantes fourragères et sarclées, permettant l'association de la culture et de l'élevage et l'abandon de la jachère.

Avantages et implications :

- Peu exigeantes pour le sol, les nouvelles plantes peuvent succéder, dans le cycle, à la culture céréalière.
- Elles permettent de mieux régénérer la terre (azote, aération), assurant des rendements plus élevés.
- Elles sont utilisées pour nourrir le bétail. La croissance du cheptel assure plus d'engrais (rendements supérieurs) et des revenus supplémentaires aux producteurs.
- La nouv-elle rotation des cultures rompt le cercle vicieux de l'assolement triennal : suppression de la jachère, abandon de la vaine pâture (au profit par ex. de la stabulation), passage de l'openfield à l'enclosure, disparition des contraintes collectives au profit de l'individualisme agraire, remembrement des terres précédemment émiettées.
- Le coût de l'enclosure (obligatoire après ratification par le Parlement anglais) entraîne l'éviction de nombreux petits propriétaires, ce qui renforce la concentration foncière.

Autres progrès réalisés au XIXe siècle :

- Allemagne : constitution de l'agronomie comme science, développement de l'enseignement agricole, application de la chimie organique à l'agriculture.
- U.S.A. : mécanisation précoce de la production, faute de main-d'oeuvre en suffisance.

* * * * *
*

4. INNOVATION TECHNIQUE ET MACHINISME

En elle-même, l'innovation technique n'est pas caractéristique de la révolution industrielle. Les nouveautés résident dans
- l'existence d'un grand nombre d'inventions qui, par contagion, gagnent la quasi totalité des secteurs productifs ;
- la modification du travail industriel qui en résulte : la machine est au coeur du processus de croissance économique.

La qualité des grands inventeurs peut étonner : au XVIIIe et au début du XIXe siècle, ce ne sont ni des scientifiques, ni de purs techniciens, à quelques exceptions près. La plupart d'entre eux sont des hommes de terrain qui, par tâtonnements empiriques, tente de résoudre un problème concret. Les liens entre la recherche scientifique et le progrès technique ne se nouent vraiment qu'après 1850.

En règle générale, la découverte technique et sa diffusion ne sont pas dues au hasard. Elles correspondent à des besoins économiques (satisfaction d'une demande croissante, diminution des coûts, résorption d'un goulot d'étranglement, etc...).

Une fois lancé dans un secteur important, le processus d'innovation rebondit souvent en cascade : la modernisation d'un stade de la production fait apparaître des insuffisances technologiques à d'autres étapes. Chaque progrès débouche ainsi sur de nouvelles recherches, qui mènent elles-mêmes à des découvertes ultérieures.

La Grande-Bretagne est le pays où la pression des besoins économiques se fait sentir en premier lieu : 90 % des grandes innovations techniques des XVIIIe et XIXe siècles ont le Royaume-

Uni pour cadre. Les mesures prises par l'Etat britannique pour empêcher leur diffusion ne donnent pas tous les résultats escomptés : tôt ou tard, les progrès franchissent la Manche.

Les inventions les plus marquantes se déroulent dans les deux filières sur lesquelles repose successivement la croissance anglaise : l'industrie du coton et la métallurgie.

Le coton

Au départ, le problème est essentiellement commercial : les cotonnades des Indes sont appréciées du public britannique. Les industriels du textile voudraient non seulement maîtriser le marché intérieur, mais aussi supplanter l'artisanat indien sur son propre terrain, malgré leur handicap de compétitivité (coût de la main-d'oeuvre et des transports). La seule issue est l'innovation technique. Celle-ci se produit en cascade.

- Le métier traditionnel présente une double limite : faible vitesse d'exécution et largeur des pièces correspondant à la longueur des bras de l'ouvrier.

- En 1733, invention de la navette volante, qui permet de surmonter ces deux handicaps du tissage. Un goulot d'étranglement apparaît au stade du filage (rouets).

- De 1765 à 1779, mise au point de métiers à filer, graduellement perfectionnés (spinning jenny , mule jenny). Le déséquilibre technique se fait sentir désormais au tissage.

- A partir de 1785, invention du métier à tisser mécanique,

qui ouvre la voie à de nouveaux progrès.

Conséquence : devenu la première grande industrie mécanisée, le secteur du coton connaît une prodigieuse expansion.

La sidérurgie

Au milieu du XVIIIe siècle, le combustible utilisé jusqu'alors par les hauts fourneaux (charbon de bois) accroît démesurément les coûts de production. Le haut fourneau à coke (1709) commence alors à s'imposer. Le gonflement des commandes militaires, les besoins de l'agriculture et de la mécanisation du textile accroissent la demande, que la nouvelle technique permet de satisfaire.

Le goulot d'étranglement se situe désormais au stade de l'affinage (décarburation de la fonte, pour produire du fer). Le puddlage est mis au point en 1784, en même temps que le laminoir, pour remplacer le forgeage au marteau hydraulique. Les convertisseurs (Bessemer 1856, Siemens-Martin 1865, Thomas 1878) permettent de pousser la décarburation plus avant, pour obtenir de l'acier à un prix plus abordable. L'ère de l'acier succède ainsi à celle du fer (1790-1860).

Conséquences : forte progression de la production métallurgique ; expansion des constructions mécaniques ; interdépendance entre sidérurgie et chemins de fer.

* * * * *
*

5. L'ÉNERGIE

Les énergies préexistantes (humaine, animale, éolienne, hydraulique) présentent toutes des inconvénients. La mise au point de la

machine à vapeur (1769), par James Watt, inaugure une véritable révolution. En fait, Watt perfectionne des trouvailles antérieures (pompe à feu). Ses découvertes peuvent se résumer comme suit :
- amélioration de la puissance de la machine et diminution de sa consommation par l'introduction d'un condensateur, distinct du cylindre ;
- machine à double effet ;
- transformation du mouvement de va-et-vient alternatif en mouvement rotatif continu.

L'invention de Watt devient bientôt un moteur universel, capable de mouvoir une série d'autres machines. Les conséquences de sa généralisation sont importantes :
- Mécanisation accrue de la production dans les secteurs-clefs (textile, métallurgie, etc...).
- Puisque le combustible est abondant et transportable, la production industrielle devient théoriquement indépendante du site naturel. En fait, les industries qui consomment beaucoup de houille se concentrent dans les "pays noirs".
- Le travail humain est désormais régi par le rythme de la machine. En devenant simple et répétitif, il entraîne une déqualification de la main-d'oeuvre, à peine compensée par l'apparition d'emplois de techniciens.
- La production de houille, combustible utilisé par les machines à vapeur, s'accroît considérablement. Cette évolution suppose la résolution d'épineux problèmes techniques (exhaure, évacuation de la production) et des investissements importants (investissements parfois réalisés par les entreprises consommatrices, par ex. la sidérurgie).
- Comme les machines à vapeur se fabriquent en métal, il y a

développement de la métallurgie et des constructions mécaniques.
- Innovations techniques dans le secteur des transports : locomotives et steamers sont mus par des moteurs à vapeur.

* * * * *
*

6. LE CAPITALISME INDUSTRIEL

a) Capitalisme individuel et familial

Au début, l'entrepreneur est la personne centrale de la révolution industrielle. Les créateurs d'entreprises forment des groupes restreints (quelques membres d'une famille, quelques amis ou associés). L'origine de la mise de fonds initiale est variable : profits commerciaux, gains de la proto-industrie, prêts ou bénéfices bancaires, plus rarement rente foncière, spéculation sur les biens nationaux ou mariages d'intérêt.
La mentalité des "capitaines d'industrie" est caractéristique : esprit d'entreprise, goût du risque, sens du travail, persévérance (mais aussi exploitation sans scrupule de la main-d'oeuvre...).
Comme les capitaux de démarrage ne sont pas abondants, le recours au crédit est rare. Les entreprises s'étendent par autofinancement, avec réinvestissement systématique de profits élevés.

A l'époque, la plupart des sociétés industrielles sont des sociétés de personnes, avec responsabilité étendue des associés : sociétés en nom collectif (majoritaires), sociétés en commandite simple. Les commandites par actions sont très minoritaires.

7. LES BANQUES

Au début de la révolution industrielle, les banques sont de petits établissements peu spécialisés, à capitaux limités, à rayonnement local ou régional. Peu à peu, elles se fortifient. Leurs activités se spécialisent. Leurs moyens d'action deviennent plus importants. Les plus puissantes commencent à faire sentir leur influence au plan national, voire international.

Divers types de banques se différencient graduellement :

- Les banques d'émission émettent le papier monnaie, qu'elles gagent par leurs réserves métalliques. Elles régularisent le crédit, en agissant comme "banques des banques". Elles font office de caissier de l'Etat, qu'elles aident dans ses opérations de trésorerie. Elles sont de plus en plus contrôlées par lui (cf infra, monnaie fiduciaire).

- Les banques commerciales se spécialisent dans l'escompte des effets de commerce, dans une région déterminée. Elles sont souvent absorbées par des sociétés plus puissantes, qui les transforment en succursales.

- Les banques de dépôt drainent l'épargne du public, pour le prêter à intérêt aux particuliers, aux entreprises ou à l'Etat (souscription d'emprunts publics). Elles se développent en multipliant les succursales et les services rendus à la clientèle : gestion de patrimoine, prêts à court et à long terme, escompte, placement de titres, change, location de coffres, etc...

b) Expansion de la société anonyme

La complexité croissante des techniques et l'augmentation du seuil minimal de rentabilité des entreprises rendent les investissements de plus en plus lourds. Force est de faire appel à l'épargne du public, qu'il faut attirer par une formule qui rapporte et rassure : la société anonyme (société de capitaux).

Le développement de la S.A. est longtemps freiné par la législation, qui l'interdit, puis la soumet à autorisation préalable, dans les secteurs à risques élevés ou exigeant des capitaux importants. L'attachement au capitalisme individuel, la crainte des concentrations et la peur des industriels, qui redoutent de perdre le contrôle de leurs entreprises, expliquent ces réticences.

Nécessité fait loi : l'Etat "libéralise" la création de S.A. (1856 en Grande-Bretagne, 1867 en France, 1870-1871 en Allemagne, 1873 en Belgique). Les conséquences de cette évolution sont importantes :

- Création de nouvelles S.A.
- Conversion de nombreuses sociétés de personnes en S.A.
- Développement des marchés de valeurs mobilières.
- Sous l'égide de banques d'affaires (qui achètent les titres en masse), progression de la concentration horizontale et verticale. Ex. : en Belgique, domination très précoce des sociétés financières, notamment de la Société Générale.

* * * * *
*

- Les banques d'affaires utilisent leurs fonds propres pour concourir à la création d'entreprises, au financement de leur équipement et à la gestion de sociétés, en prenant des participations dans le capital de celles-ci. Elles recherchent à la fois le profit et le pouvoir économique.

- Les banques mixtes sont des banques d'affaires qui se procurent des fonds par des opérations "classiques" (gestion de dépôts, escompte, etc...) ou des banques de dépôt qui se risquent à prendre des participations industrielles.

Aux banques proprement dites s'ajoutent d'autres établissements, qui détiennent des capitaux importants : sociétés de crédit hypothécaire, caisses d'épargne, compagnies d'assurances. Elles contribuent au financement de l'industrialisation.

Au XIXe siècle, la Grande-Bretagne est, de loin, la première puissance financière du monde. Le pays tire parti de ses atouts :

- une industrialisation précoce, alimentant une croissance soutenue ;
- une position centrale dans les échanges internationaux ;
- le sérieux des banques britanniques et la qualité exceptionnelle de leurs "services d'information".

* * * * *
*

8. LA MONNAIE

a) Généralisation du Gold Stantard

Au XIXe siècle, on voit se constituer un système monétaire

international fondé sur l'étalon-or.

Au début, on distingue deux groupes de pays. Une minorité, emmenée par la Grande-Bretagne, pratique le monométallisme or. Une majorité, avec notamment les Etats-Unis, la France et la Belgique, pratique le bimétallisme or-argent, les deux métaux étant liés par un rapport légal fixe de l'ordre de 1 à 15.

Le second groupe est amené à reconsidérer sa position, pour adopter peu à peu (à partir de 1870-1880) un monométallisme or de fait ou de droit. Y contribuent : la découverte de mines d'or en Californie (1847) et en Australie (1850), puis l'exploitation de nouvelles mines d'argent aux U.S.A. (1870). Ces deux flux de métaux précieux font jouer la loi de Gresham. Victimes de spéculations, les pays pratiquant le bimétallisme or-argent doivent limiter, puis suspendre la frappe de pièces d'argent.

Principes du Gold Standard :

- Chaque monnaie se définit par rapport à l'or (= par le poids d'or fin contenu dans son unité métallique).
- Les différentes monnaies se situent l'une par rapport à l'autre par l'intermédiaire de l'or.
- La convertibilité des billets est générale et illimitée.
- Libre circulation des devises et de l'or avec l'étranger.
- Encaisses des banques centrales en or.
- Règlements internationaux en or.

Avantages :

- Clarté du système.
- Stabilité des changes.
- En principe, équilibre de la balance des paiements.

Inconvénients :

- Chaque retour à l'équilibre se solde par une phase d'inflation ou de chômage.
- Position de force des producteurs d'or.

Ce système se maintient sans difficulté jusqu'à la première guerre mondiale.

b) Développement de la monnaie fiduciaire

L'usage du papier monnaie se répand de plus en plus. Pour éviter tout dérapage, les pouvoirs publics renforcent progressivement leur contrôle sur les instituts d'émission :

. monopole de l'émission accordé à une seule banque ;
. nomination de sa direction, en tout ou en partie, par l'Etat ;
. part croissante du capital aux mains de l'Etat ;
. fixation d'un plafond d'émission à ne pas dépasser sans autorisation formelle du pouvoir politique :

- soit un plafond imposé par la loi (ex. France) ;
- soit un plafond fluctuant, défini par rapport aux réserves métalliques : Grande Bretagne, émissions = au maximum, valeur des réserves-or + 14 millions de livres; Belgique et Allemagne, émissions = au maximum 3 fois la valeur des réserves-or. Taux de couverture parfois plus élevé : 35 % aux Pays-Bas, 50 % en Russie.

c) Expansion de la monnaie scripturale

Si l'on considère l'évolution de la masse monétaire de trois grands pays (Grande-Bretagne, U.S.A., France), de 1815 à 1913, on constate ce qui suit :

- la masse s'est multipliée par vingt en un siècle ;
- les trois types de monnaie (métallique, fiduciaire et scripturale) progressent en chiffres absolus ;
- en pourcentages, cependant, l'avance de la monnaie scripturale est considérable (6,5 % de la masse en 1815, 68 % en 1913), tandis que la monnaie métallique (de 67 à 13 %) et la monnaie fiduciaire (de 26,5 à 19 %) régressent.

L'expansion de la monnaie scripturale, due au développement de l'industrie et du commerce, amène les banques à conclure des accords de compensation (clearing).

d) Prééminence de la livre sterling

Le rayonnement d'une monnaie dépend de la puissance du pays qui l'émet. Au siècle dernier, la livre sterling est la plus répandue et la plus prisée. Le Gold Standard apparaît, à bien des égards, comme un Sterling Standard.

\+ + + + +
+

9. LIBÉRALISME ET RÔLE DES POUVOIRS PUBLICS

L'héritage mercantiliste se prolonge au-delà du XVIIIe siècle. Au début du XIXe, on voit naître des régimes de transition, mêlant - avec des dosages divers - des éléments d'origine disparate. Le cas du régime napoléonien est significatif. Sa politique protectionniste, ses interventions dans la vie

économique ont des relents mercantilistes. Certains écrits de Bonaparte ont un cachet plutôt physiocratique. Par contre, la consolidation de certains acquis de 1789 annonce l'expansion du libéralisme.

Cette dernière doctrine est née en Angleterre (1776, A. SMITH, Recherche sur la nature et sur les causes de la richesse des nations). Elle se développe dans un contexte favorable :
- Le régime parlementaire empêche l'Etat d'écraser les citoyens, qui jouissent d'une large liberté individuelle.
- La Grande-Bretagne amorce sa révolution industrielle, dont les successeurs de Smith célèbreront la puissance novatrice.

A maints égards, le libéralisme se démarque nettement du mercantilisme. S'il reprend à son compte certains principes physiocratiques, il les insère dans une perspective très différente.

Pour les libéraux, la source de la richesse est l'accroissement de la puissance productive du travail. Celle-ci s'obtient par la division, la spécialisation et la mécanisation des tâches. Elle se réalise surtout dans l'industrie et, dans une moindre mesure, dans le commerce.

Selon Smith et ses successeurs, la croissance dépend de la libre activité de millions d'agents économiques, poursuivant leur intérêt individuel. Tout comme le ferait une "main invisible", les lois naturelles harmonisent cette multiplicité d'actes égoïstes, dont la somme correspond à l'intérêt général. La concurrence parfaite assure l'allocation optimale des

ressources.

Dans cette optique, tout dirigisme des pouvoirs publics doit être proscrit ("laisser faire"). Autant que possible, l'Etat doit se retirer du champ économique, où ses interventions perturberaient l'équilibre "spontané".

Le développement de la capacité productive du travail implique la recherche de débouchés nouveaux. Ceux-ci sont assurés par le libre-échange ("laisser passer").

La division, la spécialisation et la mécanisation des tâches nécessitent des investissements. La classe des entrepreneurs capitalistes joue, par conséquent, un rôle essentiel. Elle constitue le "groupe porteur" de la croissance. Encore faut-il qu'il y ait multiplicité de producteurs, en concurrence sur le marché : les monopoles et oligopoles mènent à la sclérose de l'économie.

Concrètement, les politiques économiques libérales (pour autant que ce terme soit pertinent...) limitent le rôle de l'Etat à quatre fonctions :

- produire les normes juridiques garantissant le bon fonctionnement du système : liberté d'entreprendre, liberté de travail, concurrence ;
- libéraliser les échanges, en faisant disparaître les obstacles qui les entravent ;
- défendre la sécurité, la propriété et l'ordre public ;
- créer ou co-financer des entreprises utiles au développement économique, pourvu que le secteur privé ne puisse les prendre en charge, en raison de risques élevés ou d'un profit trop faible.

L'Etat ne doit être ni le régulateur du fonctionnement économique, ni l'arbitre entre le capital et le travail. En ces domaines, les lois du marché assurent à elles-seules les "équilibres".

Critique du libéralisme :

1. L'Etat est d'autant plus interventionniste dans son rôle de gendarme qu'il s'efface de la sphère économique au sens strict. Paradoxalement, l'Etat libéral est souvent fort répressif.
2. Cet effacement du champ économique n'est pas aussi complet qu'on l'affirme souvent. Par leur politique budgétaire, douanière, monétaire et fiscale, les Etats dits "libéraux" demeurent très présents. Certains d'entre eux pratiquent même une politique d'industrialisation volontariste (ex. belge, cf infra). En quelque sorte, il y a contradiction entre la doctrine et la pratique.
3. La concurrence parfaite est un leurre. La concurrence mène, en effet, à la concentration : la bataille pour la conquête des marchés conduit à la mécanisation ; celle-ci implique des investissements de plus en plus lourds, que les individus ne peuvent supporter. Les petites firmes sont alors écrasées par les grosses, qui dictent leur loi.
4. Le libéralisme dévalorise le travail humain, présenté comme une marchandise dont le prix est fixé par l'offre et la demande. Les marxistes lui opposeront la valeur essentielle du travail (rapport de l'homme et de la nature). Les démocrates-chrétiens y verront, de leur côté, une contribution déterminante à l'achèvement de la création.
5. Le laisser faire permet aux abus de naître ou de prospérer : travail des enfants, exploitation de l'homme par l'homme, etc...

Source de dynamisme, le libéralisme sera à son tour contesté par des doctrines nouvelles, qui prétendent en surmonter les tares.

\+ + + + +

10. MOYENS DE TRANSPORT ET DE COMMUNICATION

La croissance économique va de pair avec la "révolution des transports et des communications". L'impact de celle-ci est considérable pour

- les déplacements des entrepreneurs et de la main-d'oeuvre ;
- la circulation des matières premières et des produits finis ;
- l'échange des informations économiques et financières ;
- les flux de capitaux.

a) Navigation intérieure

- Importance pour le transport des marchandises pondéreuses et non périssables.
- Multiplication des initiatives privées et publiques.
- Amélioration de la traction : du halage au train de péniches tirées par un remorqueur à vapeur.
- Rectification, approfondissement, parfois aussi canalisation des fleuves.
- Liaison des bassins entre eux ou avec la mer par des canaux.
- Les grands fleuves proches des bassins houillers deviennent des axes économiques majeurs.

b) Navigation maritime

- Utilisation de matériaux nouveaux : du bois à l'acier, via le fer.
- Amélioration du profil de la coque et des capacités de transport.
- Propulsion : passage du long courrier au clipper, puis au steamer ; passage de la roue à aubes à l'hélice immergée à la poupe .
- Spécialisation progressive entre paquebots et cargos.
- Développement économique des zones portuaires.
- Liaison intermaritime par canal : ex. Suez (1869).

c) Routes

- Multiplication des routes pavées et empierrées (chaussées, levées).
- Parfois, utilisation de la pierre concassée (Mac Adam).
- Avant l'automobile, les transports par routes demeurent assez lents et fort coûteux.

d) Chemins de fer

- La voie ferrée est utilisée dans les charbonnages. Stephenson met au point une locomotive performante (1814). Première grande ligne en Angleterre (Manchester-Liverpool, 1830). Première ligne continentale en Belgique (Malines-Bruxelles, 1835).
- Accroissement phénoménal des possibilités de transport : abaissement progressif du coût et de la durée des trajets, augmentation du nombre de voyageurs et des quantités transportées.
- Un effet multiplicateur qui se fait sentir dans maints secteurs : sidérurgie, bois, carrières, charbonnages, constructions mécaniques, bâtiment et travaux publics, ...
- Création de nombreux emplois.
- Gros profits pour les banques.
- Désenclavement des campagnes.
- Progrès de l'urbanisation.
- Réduction des écarts interrégionaux et unification du marché national.

e) Moyens de communication

- Organisation de l'Union postale universelle (Berne, 1874).
- Développement de la presse écrite : progrès de l'alphabétisation, rotative et linotype, recettes publicitaires, etc...
- Télégraphe : optique (1793), puis électrique (Morse, 1844).

- Téléphone inventé par Bell (1876). Vulgarisation avec la seconde révolution industrielle.

* * * * *
*

11. COMMERCE INTERIEUR

Son expansion résulte de causes multiples :
- croissance de la population ;
- développement des transports ;
- abolition progressive des péages, octrois, douanes intérieures ;
- uniformisation des poids et mesures ;
- abaissement du prix de vente de certains produits ;
- nouveaux besoins de l'industrie, etc...

Le commerce intérieur s'adapte aux nécessités du temps :
- il s'assainit ;
- il s'organise : meilleure adéquation offre/demande par constitution d'une chaîne de distribution ;
- il se spécialise ;
- il se modernise : grands magasins (Paris, 1842) avec entrée libre, vente de grandes quantités et marge bénéficiaire réduite, présentation soignée des marchandises, publicité.

Un frein, cependant : le pouvoir d'achat très limité du plus grand nombre. D'où le succès des coopératives de consommation (cf infra, structuration du mouvement ouvrier).

* * * * *
*

12. COMMERCE EXTÉRIEUR

Les obstacles qui freinaient les échanges internationaux disparais-

sent progressivement :

- développement des moyens de transport ;
- clarté et stabilité su système monétaire international ;
- diminution de l'insécurité et des guerres ;
- extension du colonialisme et du néo-colonialisme.

Le protectionnisme est le dernier verrou qu'il faut faire sauter. Sûre de sa force, la Grande-Bretagne s'y emploie, sous la pression de ses industriels, qui souhaitent abaisser leurs coûts de production (par diminution de prix des produits importés) et augmenter leurs ventes à l'extérieur (sur base d'accords réciproques de "désarmement douanier"). L'Angleterre donne l'exemple :

- réduction de ses tarifs douaniers (à partir de 1822) ;
- abolition des corn laws (en 1846);
- suppression de l'acte de navigation (en 1849).

Délibérément, elle sacrifie une part de son agriculture à l'expansion de son industrie et de son commerce extérieur.

Les atouts britanniques sont, il est vrai, considérables :

- grands marchés coloniaux ;
- flotte de premier ordre ;
- ports bien aménagés ;
- produits très compétitifs ;
- commerçants efficaces ;
- monnaie solide.

L'appel du marché (notamment extérieur) est un stimulus majeur pour l'industrialisation anglaise.

L'exemple du Royaume-Uni n'est pas immédiatement suivi par les autres nations industrialisées : on craint la concurrence anglaise,

la ruine de l'industrie nationale. Les gouvernements doivent forcer la main à une bonne part de l'opinion publique, qui demeure protectionniste. Les accords douaniers, avec abaissement des tarifs sur les matières premières et les produits finis, commencent à se multiplier à partir de 1860. Les Etats-Unis et la Russie restent néanmoins en dehors du mouvement.

Cette libéralisation correspond, en fait, aux intérêts des grandes puissances. Elle est imposée, au besoin par la politique de la canonnière, aux nations peu développées, dotées d'un vaste marché intérieur (cf infra, Chine et Japon).

Les dernières décennies du XIXe siècle se caractérisent, toutefois, par le retour à un protectionnisme limité (sauf pour l'Angleterre). Les causes de ce repli partiel sont :

- les difficultés économiques (crise de 1873-1897) ;
- les tensions internationales (montée des nationalismes) ;
- les pressions de certaines franges de l'opinion ;
- parfois, les impératifs de politique intérieure.

Le relèvement des tarifs douaniers s'accompagne de clauses restrictives dans les traités de commerce. Les échanges internationaux n'en continuent pas moins leur progression : en valeur, ils passent de 10 milliards de francs-or en 1830 à 58 milliards en 1870, à 200 milliards en 1914.

* * * * *
*

13. IMPORTANCE DE LA CONJONCTURE POLITIQUE ET MILITAIRE

Le cas belge, de 1740 à 1847, est très représentatif à cet égard :

RÉGIMES OU FAITS POLITIQUES	IMPACT SUR L'ÉCONOMIE
1740-1789 : règnes de Marie-Thérèse et Joseph II (domination autrichienne, despotisme éclairé).	Politique économique mercantiliste, avec développement des infrastructures, création de manufactures, dynamisme des compagnies de commerce.
1789-1799 : tumultes. Révolutions de 1789-1790. Tentatives de conquête française (1792, 1794). Occupation militaire.	Chute de la confiance et diminution des investissements, perturbations dans les approvisionnements et les livraisons.
1795-1799 : annexion à la France et impuissance du Directoire.	Climat de méfiance persistante. Contributions et réquisitions provoquent la chute de la production. Délabrement des finances publiques. Chute du cours des assignats. Inflation.
1799 - 1810 : Bonaparte au pouvoir. Consulat (1799-1804) et première partie de l'Empire (1804-1810). Guerres de conquête.	Premier take-off dans nos régions. Stabilité politique : confiance. Redressement des finances publiques. Stabilité monétaire (Banque de France, 1800 et franc germinal, 1803). Simplification et uniformisation des lois, avec libre circulation (à l'intérieur) des marchandises et des capitaux. Commandes militaires. Abondance de débouchés dans une France étendue, protégée de la concurrence anglaise (blocus continental). Développement des infrastructures (Anvers, routes, canal Mons-Condé). Soutien à l'innovation technique.
1810-1815 : fin de l'Empire de Napoléon Ier. Guerres défensives et défaites.	Le blocus britannique engendre des difficultés d'approvisionnement. Stagnation du commerce. Perte progressive de confiance. Effets déflatoires des guerres : main-d'oeuvre, fiscalité, emprunts...
1815-1822 : début du Royaume des Pays-Bas (domination hollandaise).	Au cours des premiers mois, crise de secteurs frappés par la concurrence anglaise. Perte des débouchés français et inadaptation temporaire au marché hollandais.
1822-1829 : deuxième partie du règne de Guillaume Ier.	Second take-off. Complémentarité entre Sud industriel et Nord commerçant, développement des

	infrastructures. Conséquences positives de la politique économique royale : aide à Cockerill , Fonds pour favoriser l'industrie nationale (1821), création de la Société Générale (1822).
1829-1833 : troubles, puis indépendance de la Belgique	Deux crises simultanées : l'une est conjoncturelle, l'autre de reconversion (perte du marché hollandais et recherche de nouveaux débouchés).
1833-1847 : stabilisation du nouveau Royaume	Aide de l'Etat aux entreprises. Débouchés considérables ouverts par la création du chemin de fer. Développement des exportations.

Une conclusion s'impose : il n'y a pas de coupure nette entre histoire économique et histoire politique. Le rôle des pouvoirs publics, tel qu'il peut être observé, ne correspond guère au "credo libéral". Le mythe du "tout va mieux sans Etat" a pourtant la vie dure...

- - - - - - - - - - -

L A Q U E S T I O N S O C I A L E

Le développement économique ne s'opère pas sans sacrifices. Ceux-ci sont très inégalement répartis : le coût social de la croissance est essentiellement supporté par les plus démunis.

La première révolution industrielle enrichit les nations qui la conduisent. La richesse ainsi créée est, elle aussi, très inégalement répartie : les fruits de la croissance sont appropriés par une minorité de nantis.

Cette double inégalité donne naissance à la question sociale.

Plan du chapitre

1. L'impact de la révolution industrielle.
2. Avantages et handicaps sociaux demeurent cumulatifs.
3. La condition ouvrière.
4. Prise de conscience et premières revendications.
5. Structuration du mouvement ouvrier.

1. IMPACT DE LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

La première révolution industrielle modifie les rapports sociaux :

- Les relations entre l'employeur et son personnel perdent leur caractère interpersonnel, pour devenir anonymes et froides (cf. Marx).

- La position de la plupart des classes sociales préexistantes est radicalement modifiée :

. érosion des fortunes reposant sur la grande propriété foncière ;

. éviction de nombreux agriculteurs, obligés de se reconvertir dans un autre secteur d'activité ;

. déclin de l'influence du clergé, avec la laïcisation croissante de la société.

. déclin de l'artisanat, supplanté par l'industrie.

- Percée de nouvelles classes :
  . la bourgeoisie industrielle et financière - les "nouveaux riches" - cumule fortune, prestige social et influence politique ;
  . le prolétariat est formé par une classe ouvrière nombreuse, misérable et analphabète.

- Bientôt, l'essentiel du débat social se circonscrit entre la bourgeoisie et les prolétaires. Les autres classes adoptent une position attentiste ou recherchent l'alliance d'un des deux pôles. Comme le prolétariat met en question l'organisation de la société, la question sociale est, avant tout, une question ouvrière.

* * * * *
*

2. AVANTAGES ET HANDICAPS SOCIAUX DEMEURENT CUMULATIFS

A la suite de la Révolution Française, les distinctions d'ordres et les privilèges de naissance sont juridiquement abolis. La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen ne reconnaît d'autre distinction que celle fondée sur "l'utilité commune" : en fait, cette expression désigne la fortune...

Celle-ci confère des avantages qui, de la naissance à la mort, privilégient les possédants . Ceux qui en demeurent privés sont, à maints égards, des citoyens de seconde zone. Le droit masque les faits : depuis 1831, l'article 6 de la Constitution belge proclame "l'égalité des citoyens devant la loi". Mais il y a des "plus égaux" que d'autres... Considérons le cas belge, de 1830 à 1893.

a) <u>la naissance et l'enfance</u> :
- un taux de mortalité infantile très différent selon les milieux sociaux ;
- les possibilités d'épanouissement physique et intellectuel

varient selon le même paramètre.

b) l'école :

1. L'école primaire forme le seul enseignement de masse. Les finalités assignées à la scolarité sont généralement conservatrices : inculquer à tous les valeurs qui fondent l'ordre social.

   Gratuitement accessible aux pauvres, l'école primaire réunit en fait deux types d'élèves : les nantis et les autres.

   Les premiers jouissent d'une scolarité complète et régulière. A cause du travail des enfants, répandu largement dans les campagnes et les villes, les seconds ont une scolarité brève et intermittente.

   Les conditions d'enseignement sont aussi très différentes : pour les classes payantes, de beaux bâtiments, un équipement didactique, un personnel qualifié, une population scolaire raisonnable ; pour les classes gratuites, au contraire, des locaux souvent vétustes et insalubres, le sous-équipement didactique, un personnel mal formé, la surpopulation scolaire.

   Les niveaux de connaissance varient considérablement selon les milieux sociaux, dès l'enfance. Or ils déterminent le "choix" (?) de la profession future, dont dépendront le niveau de vie de la famille et la scolarité des enfants. La boucle est bouclée : le système s'auto-reproduit .

2. L'enseignement secondaire et supérieur est payant. Son coût est prohibitif pour la grande majorité.

c) le service militaire :

Le service militaire constitue un manque à gagner pour les familles modestes. Or ce sont les riches qui ont le plus de chance d'y échapper.

Jusqu'au début du XXe siècle, le système est le suivant :
- fixation annuelle du contingent par le Parlement ;
- conscription : tous les jeunes ayant l'âge d'accomplir le service militaire sont convoqués ;
- tirage au sort de ceux qui seront enrôlés effectivement et de ceux qui seront exemptés ;
- possibilité de remplacement, dont les seuls riches peuvent user.

Conséquence : une armée de prolétaires.

d) le droit de vote :

Jusqu'en 1893, la Belgique connaît le suffrage censitaire : seuls ceux qui paient un certain montant d'impôts directs (=cens) peuvent voter. Comme le cens est très élevé, alors que la fiscalité directe est dérisoire, c'est une minorité fortunée qui participe aux scrutins. Reflet d'un corps électoral restreint, le Parlement n'est guère favorable aux réformes sociales. Les lois qu'il élabore correspondent aux intérêts de la classe dirigeante.

e) l'éligibilité :

Aucune condition de fortune n'est imposée pour devenir député. Comme les riches se cooptent entre eux, la Chambre des Représen-

tants est cependant conservatrice.

Le Sénat l'est bien davantage : y sont éligibles ceux qui paient un cens extrêmement élevé et appartiennent aux familles les plus fortunées du Royaume. Toute réforme, aussi timide soit-elle, risque d'être bloquée par la Haute Assemblée.

f) Une législation du travail discriminatoire :

Même si, en principe, "les Belges sont égaux devant la loi", celle-ci établit des distinctions arbitraires, qui rappellent La Fontaine ("Selon que vous serez puissants ou misérables, les jugements de Cour vous rendront blancs ou noirs"). Analysons trois exemples :

1. Article 1781 du Code Civil (appliqué jusqu'en 1869, abrogé en 1883) :

   " Le maître est cru sur son affirmation pour la quotité des gages, pour le paiement du salaire de l'année échue et pour les acomptes donnés pour l'année courante".

2. Articles 414 et suivants du Code Pénal (modifiés en 1866) :
   Ils érigent la coalition (action concertée des patrons ou des ouvriers en vue de modifier les salaires ou les conditions de travail) en délit, réprimé par la loi.

   Une inégalité de fait : les coalitions patronales demeurent presque toujours invisibles, alors que celles des ouvriers sont facilement repérables. La loi n'en tient nul compte.

   Trois inégalités de droit :
   1) Pour les patrons, toutes les coalitions sont licites, sauf si elles sont "injustes ou abusives". Pour les ouvriers, toute coalition est prohibée.
   2) Le Code Pénal est vague pour les coalitions patronales,

qu'il est dès lors très difficile de réprimer, mais précis pour les coalitions ouvrières.

3) Les peines prévues par le Code sont différentes : de 6 jours à un mois pour une coalition patronale, de 1 à 3 mois pour les ouvriers "suiveurs", de 2 à 5 ans pour les ouvriers"meneurs".

De 1837 à 1866,956 condamnations sont prononcées contre des ouvriers pour faits de coalition, aucune contre des patrons.

3. Le livret d'ouvrier (obligatoire jusqu'en 1883,facultatif ensuite)
Il doit garantir au patron qu'un ouvrier ne quittera pas son service avant d'avoir rempli les obligations contractées à l'embauche. Toutefois,

1) Ce contrôle est unilatéral.

2) Au sein du personnel, les ouvriers sont la seule catégorie à y être astreints.

3) Le livret apparaît bientôt comme une arme redoutable aux mains du patron (chantage à l'emploi).

g) une législation du travail lacunaire :

Alors que le législateur réglemente les agissements des travailleurs, il laisse le champ libre aux abus patronaux.
Trois exemples :

1. Le truck system (paiement en bons d'achat dans des magasins de l'entreprise, pratiquant des prix excessifs) n'est aboli par la loi qu'en 1887.

2. L'absence de toute réglementation sérieuse sur l'embauche des enfants permet l'extension du travail infantile (dès l'âge de 7 à 8 ans dans certains secteurs). Une loi de 1889 tente d'y remédier, mais elle demeure mal appliquée dans les P.M.E.

3. Avant 1896, aucune loi sur les règlements d'atelier, qui présentent souvent des clauses arbitraires (ex. amendes frappant les ouvriers ayant perdu leur outillage, même dans un accident de travail, ou rétention du livret d'ouvrier durant 6 jours, en phase de chômage technique, sans paiement de salaire).

h) des libertés constitutionnelles annihilées par les notables :

Si la Constitution belge reconnaît des droits aux citoyens, certains d'entre eux peuvent être réduits à néant par des pressions sociales, au cours de crises politiques : ainsi la liberté d'opinion (choisir une école), foulée aux pieds durant la guerre scolaire de 1879-1884, par les pressions des employeurs sur leur personnel, des bureaux de bienfaisance sur les indigents.

* * * * *
*

3. LA CONDITION OUVRIÈRE

La législation prohibe longtemps toute action collective des travailleurs, en vue de modifier les rapports sociaux. Fixés individuellement, ceux-ci s'avèrent déséquilibrés : sur le marché de l'emploi, les demandeurs sont régulièrement en position d'infériorité face aux employeurs.

Les conditions de travail et de vie des ouvriers s'en ressentent :

1. Conditions de travail

- Des journées de 12 à 14 heures dans la première moitié du XIXe siècle, de 12 heures en moyenne dans le second tiers.
- Pas de repos dominical (1905), ni de congés payés (1936).
- Pas de contrôle effectif de l'hygiène et de la sécurité sur les lieux de travail avant 1899.
- Aucune disposition sur la réparation des accidents de travail

avant 1903.

- Des salaires insuffisants,malgré le travail des femmes et des enfants.

2. Conditions de vie

Les enquêtes multiples réalisées au cours du XIXe siècle sont concordantes :

- Une alimentation frugale,peu variée,qualitativement insuffisante.
- Des logements insalubres,humides, surpeuplés.
- En période de crise et de chômage, un dénuement extrême.

En tout temps, la crainte de basculer dans la mendicité.

Faute de perspectives d'amélioration, la vie au jour le jour.
Pour oublier la misère, l'alcool.

* * * * *
*

4. PRISE DE CONSCIENCE ET PREMIÈRES REVENDICATIONS

L'analphabétisme, l'abrutissement causé par les longues journées de travail et l'alcoolisme empêchent la plupart des travailleurs de comprendre les causes profondes de leur condition, puis d'agir afin d'y remédier. Les premiers à dénoncer l'injustice sociale sont des bourgeois. Ils lancent divers courants de pensée et d'action, dont les plus dynamiques se répandent peu à peu dans la classe ouvrière.

1. Le paternalisme (ex. : H. De Gorge)

- Origine : sentiment de pitié des nantis face à la détresse du plus grand nombre et désir d'y porter remède,au nom de la charité chrétienne ou de la philanthropie.
- Formes : bienfaisance et oeuvres de "moralisation".
- Limites :
  . Aucune réflexion sur l'origine réelle de la misère et sur les mécanismes sociaux qui assurent sa reproduction.

. Une action visant à alléger les conséquences de la pauvreté, qui laisse ses causes intactes.
. Des réalisations ponctuelles, souvent individuelles, face à un fléau permanent et structurel.
. Une tendance à culpabiliser les pauvres.
. Des travailleurs traités en assistés, alors qu'ils aspirent à l'autonomie.

2. Le libéralisme progressiste (ex. : P. Janson).

-Origine : une adhésion conséquente aux principes de 1789, avec un souci d'émanciper réellement l'individu, en le soustrayant aux forces "obscurantistes" qui l'oppriment.

- Caractères principaux :
  . Anticléricalisme virulent.
  . Adhésion aux grands primcipes de l'économie de marché.
  . Légitimité d'une intervention de l'Etat qui, par des réformes, assure
    - la protection des plus faibles
    - l'émancipation culturelle de tous
    - l'accès progressif de la classe ouvrière à la pleine citoyenneté.
- Formes :
  . Action politique au sein des partis libéraux.
  . Sociétés d'éducation populaire.
  . Edification d'un mouvement ouvrier modéré, souvent dominé par des notables "ouverts".
- Limite : opposition intransigeante du libéralisme conservateur (d'où certains passages au socialisme).

3. L'anarchisme (ex. : Proudhon, Bakounine)

- Origine : un double refus radical (anti-capitalisme et anti-étatisme) au nom de la liberté individuelle.
- Caractères principaux :
  . Refus de tout pouvoir, synonyme de contrainte.
  . Promotion de la libre association des individus.
- Formes : deux voies très différentes,
  . la propagande par le fait (terrorisme nihiliste)
  . l'anarcho-syndicalisme.
- Limites :
  . Faible implantation dans la classe ouvrière.
  . Un mouvement atomisé, en grande partie composé d'intellectuels et de déclassés.
  . Une propension à l'utopie, parfois aussi à la violence gratuite .

4. Le socialisme utopique (ex. : Owen, Fourier)

- Origine : "un cri de douleur" (Durkheim) face à l'injustice sociale.
- Caractéristiques principales :
  . Un mouvement du coeur , sans analyse approfondie de l'histoire et des mécanismes économiques.
  . Une tendance à concevoir intellectuellement des systèmes idéaux pré-fabriqués.
  . Un appel à la bonne volonté et à l'esprit de justice de tous.
  . Un recours à des expériences partielles, dont la généralisation mènera au salut collectif.
- Formes : les phalanstères de Fourier, la New Harmony d'Owen.
- Limites :
  . Des vues généreuses, mais souvent irréalisables.
  . Une sous-estimation de la cohésion du capitalisme.
  . Une confiance naïve dans la "bonté" d'autrui.

5. Le socialisme dit "scientifique" (ex. : Marx, Engels)

- Origine : volonté d'élaborer une doctrine révolutionnaire, fondée sur une analyse scientifique de l'histoire, mettant à jour les lois qui fondent l'évolution des sociétés.
- Caractères principaux :
  . L'histoire comme succession de régimes ou de sociétés, chacune naissant dialectiquement des contadictions qui minent la précédente.
  . Toute société se définit fondamentalement par un type de production (techniques, organisation), auquel est liée une structure sociale.
  . Les mutations économiques et la lutte des classes sont les moteurs de l'évolution historique.
  . La société capitaliste, comme phase historique, est condamnée à périr de ses propres contradictions :
    - loi de la concentration croissante
    - loi de la paupérisation relative .
  . La société capitaliste est traversée par l'antagonisme fondamental, qui oppose bourgeois et prolétaires.
    Elle est source d'aliénation . économique
    . sociale
    . politique
    . philosophique
    . religieuse.
  . Le prolétariat est investi d'une mission historique : il est le "sauveur de l'humanité" (passage inéluctable au socialisme).
  . Pour parvenir au but, il lui faut
    - prendre conscience de sa situation
    - s'unir

- prendre le pouvoir par la révolution
- établir sa dictature
- abolir la propriété privée des moyens de production et d'échange, dont résulteront la disparition des classes et le dépérissement de l'Etat.

- Formes : construction d'un mouvement socialiste à l'échelle mondiale et au plan national (avec tensions croissantes entre révolutionnaires et réformistes).
- Limites : malgré une critique du capitalisme correspondant souvent à l'expérience des travailleurs et un souffle puissamment mobilisateur,
  - des postulats énoncés sans démonstration
  - des a priori discutables
  - une description trop sommaire du socialisme et des moyens à mettre en oeuvre pour y parvenir (d'où un héritage controversé).

6. Le catholisisme social (ex. : Rutten, Cardijn)

- Origine : refus du libéralisme (matérialiste et individualiste) et du socialisme (anti-religieux et prônant la "haine des classes"), au nom de la doctrine sociale de l'Eglise.
- Caractères principaux :
  . Mise en oeuvre, dans les relations sociales, des principes de l'Evangile et des enseignements pontificaux.
  . Maintien d'une économie de marché, tempérée par des réformes.
  . Recherche d'une harmonie sociale, par la collaboration de classes. → CORPORATISME
- Formes : édification d'un mouvement ouvrier à la fois autonome, modéré et chrétien.
- Limites : les catholiques sociaux sont perpétuellement "assis entre deux chaises" : les conservateurs, avec lesquels ils

collaborent pour "le plus grand bien des âmes", et les socialistes, dont ils partagent la volonté d'émancipation ouvrière. La reconnaissance tardive par la hiérarchie (Rerum Novarum, Léon XIII, 1891) ne permet pas toujours de rattraper le retard initial.

* * * * *
*

5. STRUCTURATION DU MOUVEMENT OUVRIER

Les rapports sociaux individuels sont défavorables aux travailleurs, qui n'ont aucun pouvoir de négociation. Les révoltes, souvent violentes et inorganisées, sont suivies d'une prompte répression. L'action concertée en mouvements structurés est la seule issue. Elle prend différentes formes.

a) Les coopératives

1. Coopératives de production

Entreprises créées et gérées par des travailleurs, qui mettent en commun leur force de travail, leur outillage et leur épargne, afin de produire solidairement et de se répartir les bénéfices. Présentées comme des alternatives à la production capitaliste, elles réussissent une percée dans certains secteurs. La plupart rencontrent, cependant, l'échec (inexpérience en matière de gestion et de commercialisation).

2. Coopératives de consommation

Leur but est de procurer aux associés des produits de qualité au moindre coût, en groupant les commandes, en réduisant le nombre d'intermédiaires et en ristournant une part des bénéfices. Leur apport est incontestable, de même que leur succès (du moins avant la 2e guerre

mondiale):

- assainissement du commerce de détail ;
- développement de l'épargne ouvrière ;
- "conscientisation" des travailleurs les plus réticents ;
- aide matérielle et financière aux autres branches du mouvement ouvrier ;
- soutien aux travailleurs en grève.

On leur reproche parfois une tendance à privilégier la recherche du compromis, au détriment de la lutte.

b) Les mutuelles

Elles se forment précocement, sous la forme de caisses d'entraide, en vue de secourir leurs membres frappés par les risques de la société industrielle (maladie, accident, chômage, etc...).

Avant 1850, l'affiliation est purement volontaire; le nombre de cotisants est réduit ; les interventions sont limitées dans le temps et en volume.

Durant la seconde moitié du XIXe siècle, les subsides de l'Etat accroissent les moyens disponibles. Le rayonnement des mutuelles s'étend peu à peu.

Les premiers jalons vers une assurance obligatoire sont posés au début du XXe siècle (vieillesse pour les mineurs, 1911). Durant l'entre-deux-guerres, la couverture des risques est mieux assurée, soit par l'assurance obligatoire (vieillesse, 1924), soit par un accroissement des subventions publiques aux caisses privées (ex. : chômage*). Un système cohérent de

* NB : caisses syndicales.

sécurité sociale (assurance obligatoire,finamcement tripartite) voit le jour en 1944.

c) Les syndicats

Initialement, leur fonction est la défense des droits professionnels de leurs adhérents. Au XXe siècle,elle s'étend peu à peu à la promotion de leurs droits sociaux et même culturels.

Le développement des organisations syndicales est longtemps freiné par une législation restrictive. En Belgique, le droit de grève n'est réellement reconnu qu'en 1921.

Les syndicats belges naissent timidement dans les années 1840-1850, sous la forme de sociétés de maintien de prix . Ils connaissent alors de grosses limites : noyaux restreints et particularistes,établis surtout dans les P.M.E., parmi des ouvriers qualifiés à mentalité corporatiste.

Une première percée dans la grande industrie (années 1860, sous l'égide de l'Association Internationale des Travailleurs) est brisée par la répression et la marée conservatrice qui déferle sur l'Europe.

La seconde vague (fin XIXe siècle) parvient à se maintenir. Durant de longues années, les difficultés sont considérables : peu d'affiliés, moyens limités, éparpillement et particularisme des groupes ainsi formés, négation du fait syndical par le patronat.

Le début du XXe siècle se caractérise par une forte expansion : importante croissance des effectifs, moyens financiers plus abondants, structuration progressive en fédérations professionnelles et nationales, reconnaissance graduelle du fait syndical (1906 : première convention collective dans le textile verviétois).

Après la première guerre mondiale vient la maturité : renforcement du pouvoir de négociation, grâce à un taux de syndicalisation élevé, conquêtes sociales, amélioration de la structuration et de la formation donnée aux militants. Au lendemain de la Libération, mise en place d'une économie de concertation.

4. Partis et tendances politiques

Certaines réformes ne peuvent aboutir que par la voie législative. Le monde ouvrier lutte donc pour le suffrage universel (obtenu en deux temps : 1893 et 1919-1921). Sa représentation au Parlement permet un développement de la législation sociale.

Ce succès est obtenu par l'action concertée de partis et tendances progressistes :
Parti Ouvrier Belge (socialiste, révolutionnaire puis réformiste, créé en 1885), Ligue démocratique belge (tendance démocrate-chrétienne au sein du parti catholique, 1891) et libéraux progressistes.

Les succès obtenus par le mouvement ouvrier incitent les autres catégories sociales à s'organiser de la même manière. Depuis la fin du XIXe siècle, on voit ainsi se multiplier les

organisations professionnelles : 1890, création du Boerenbond; 1895, création du Comité Central du Travail Industriel, etc...

Aux relations sociales individuelles se substituent les négociations collectives.

RÉVOLUTION INDUSTRIELLE ET IMPÉRIALISME

La première révolution industrielle a accru la puissance de l'Europe occidentale et des Etats-Unis. Désormais, les pays industrialisés sont à l'affût de matières premières à bon marché, Ils cherchent des débouchés nouveaux,afin d'écouler leurs excédents. Ils se mettent en quête de placements fructueux pour leurs capitaux. Ils utilisent leurs atouts économiques, techniques,politiques et militaires pour imposer leur "ordre international" aux autres peuples. La révolution industrielle alimente ainsi l'impérialisme.

PLAN DU CHAPITRE

1. Introduction
2. La Chine et le Japon

1. INTRODUCTION

Aux XIXe et XXe siècles, l'impérialisme peut prendre deux visages : le colonialisme et le néo-colonialisme.

a) Le colonialisme

Le colonialisme est une domination directe,complète et ouverte exercée par une nation sur une ou plusieurs autres.

- Directe : l'Etat colonisateur exécute lui-même les décisions qu'il a prises à l'égard de la colonie, à moins qu'il ne les délègue (ex.: compagnies à charte).
- Complète : la colonie n'a pas la moindre parcelle d'autonomie . Elle n'a aucun attribut de la souveraineté politique. Son économie est régie par la métropole, selon les besoins de celle-

ci. Le colonisateur impose sa langue,sa culture,sa religion.

- Ouverte : la grande puissance revendique publiquement la domination qu'elle exerce. Elle la défend contre toute prétention émanant d'un rival ou d'un concurrent.

b) Le néo-colonialisme

Le néo-colonialisme prend souvent la forme d'une domination indirecte,incomplète et voilée.

- Indirecte : la grande puissance trouve sur place les exécutants de ses "basses oeuvres".
- Incomplète : en théorie, le pays dominé est maître de son destin politique,économique et culturel. Il a tous les attributs de la souveraineté politique, sa monnaie,son budget, ses choix religieux et linguistiques. En coulisses, la grande puissance s'ingère dans ses affaires intérieures. Parfois elle a recours à l'intervention militaire. Elle contrôle les ressources, les banques, la dette, voire la politique économique de son satellite . Elle lui impose ses valeurs et son style de vie par l'intermédiaire des élites locales,de la consommation et des médias.
- Voilée : le "néo-colonisateur" aime la discrétion. Sa mainmise est d'autant moins célébrée qu'elle est sans contreparties dignes de ce nom. On use donc d'euphémismes : "coopération", "assistance", voire "internationalisme prolétarien"...

c) Résistance ou capitulation ?

Quelles que soient les formes de la domination subie, les peuples auxquels elle est imposée tentent de réagir. Leur capacité de résistance dépend de facteurs multiples. Epinglons en deux :

- L'Etat : pourra-t-il se dégager de ses faiblesses anciennes et de l'emprise extérieure, pour devenir un vecteur de modernisation ?
- Les forces sociales : les couches dirigeantes sauront-elles renoncer à leurs compromissions, à leurs privilèges, pour se muer en agents de croissance économique et de réforme sociale ? Donneront-elles,"d'en haut", l'exemple qui sera suivi par les moins favorisés ? Ou ceux-ci devront-ils leur substituer une autre élite ?

La réponse apportée à ces questions varie selon les pays et les époques. Les échecs chinois et latino-américain sont patents avant 1914. Seul le Japon parvient alors à relever le défi..., mais pour se transformer à son tour en puissance impérialiste.

d) Quel modèle de développement ?

Au siècle dernier, le pays qui veut résister à la domination extérieure n'a pas le temps, ni les moyens de se lancer dans une croissance "à l'occidentale". A maints égards,son modèle de développement s'apparentera à celui des nations européennes plus tardivement industrialisées,dont A. GERSCHENKRON (Economic

Backwardness in Historical Perspective, 1962) a relevé les traits principaux :

- Industrialisation très rapide.
- Croissance dirigée ou fortement encouragée par l'Etat.
- Priorité au démarrage des secteurs lourds.
- D'emblée, création de grandes entreprises.
- Copiage ou importation des techniques étrangères, assurant une prompte compétitivité.
- Rôle important des banques (souvent publiques).
- Forte pression sur le niveau de vie populaire, pour dégager un taux d'investissement maximum.

Parfois aussi, dépendance financière envers l'étranger et place très faible de l'agriculture dans le processus de développement. Ces deux derniers caractères ne s'appliquent pas au Japon. Le premier est d'ailleurs difficilement compatible avec une lutte pour l'indépendance .

* * * * *

*

II. LA CHINE ET LE JAPON (1800-1914)

En l'espace d'un siècle, les rapports de forces entre les deux pays se renversent :

- A la fin du XVIIIe siècle, la Chine a l'avantage :
  . un territoire 30 fois plus étendu ;

. une population 8 fois plus importante ;

. une dynastie (mandchoue) très puissante ;

. une belle croissance économique,assurant un équilibre alimentaire comparable à celui de la France.

- Dès la fin du XIXe siècle, le David japonais écrase le Goliath chinois. Le Japon vainc la Chine en 1894-1895. Il tente de la placer sous son protectorat à la faveur de la première guerre mondiale. La conquête de la Mandchourie (1931) inaugure une expansion dans l'Asie entière. Enfin,la défaite militaire japonaise de 1945 ne prive nullement ce pays de sa supériorité économique,technique et financière.

Ce retournement s'explique par l'histoire.

A. Points communs et différences avant 1868

a) POINTS COMMUNS

- Structures politiques :

. deux empires à traditions bureaucratiques,dotés d'une gestion de plus en plus archaïque ;

. coexistence entre un pouvoir impérial,purement formel (Japon) ou affaibli (Chine), et un pouvoir réel, tenu par d'autres mains : le Shogun au Japon,l'entourage impérial en Chine.

- Structures économiques : des économies pré-industrielles,avec

  . domination écrasante de l'agriculture ;

  . agriculture centrée sur la production de subsistances,
  soumise aux prélèvements massifs de grands propriétaires
  ou de la classe féodale, dotée de moyens techniques insuffisants;

  . une proto-industrie minoritaire, archaïque aussi bien dans
  sa texture que dans ses formes ;

  . nombreux freins aux échanges intérieurs ;

  . fermeture du pays envers l'extérieur.

- Structures sociales :

  A nos yeux d'Occidentaux, elles semblent rigides,traditionnelles,
  extrêmement hiérarchiques. En fait, à côté de l'ordre social
  ancien, commence à poindre une structure nouvelle,fondée sur
  la richesse, incarnée par une classe de financiers et de marchands.

- L'imminence du péril extérieur :

  Les deux pays sont convoités pour leurs ressources, leur vaste
  marché intérieur et leur position stratégique (maîtrise
  du Pacifique). Si les grandes puissances tentent un déverrouillage
  par la force, ils ont tout à perdre : leur souveraineté politique
  et leur cohésion économique.

b) DIFFÉRENCES

- Politiques : le problème de l'Etat

L'Etat a souvent joué un rôle majeur dans l'histoire chinoise. Il régit et absorbe la société civile, qui n'a aucune autonomie par rapport à lui.

En Chine, toute modernisation (concept "étranger") ne peut aboutir si elle n'est pas légitimée et médiatisée par le pouvoir politique.

En s'effondrant, l'Etat chinois va contribuer à la déstabilisation de la société. Il va rendre impossible la nécessaire modernisation. Les causes de cette liquéfaction (progressive) sont :

- L'impopularité de la dynastie mandchoue ;
- La crise qui frappe le pouvoir impérial, dont l'autorité passe graduellement à un clan ultra-conservateur.
- L'émancipation des hauts fonctionnaires, qui commencent à ignorer et à dénaturer les directives de Pékin.
- L'anarchie causée, dès le milieu du XIXe siècle, par de violents troubles socio-religieux.
- Les efforts de certains Etats vassaux, pour échapper à la tutelle chinoise.

Vermoulu, l'appareil d'Etat chinois commence à prendre eau.

A maints égards, la machine politico-administrative du Japon est tout aussi archaïque. Elle garde cependant sa cohésion . Avant le milieu du XIXe siècle, la crédibilité de l'Etat n'est pas en cause. Le pays ne connaît ni révolution de palais,ni rébellion d'ampleur nationale. Il suffit de recueillir l'appareil d'Etat,intact, et de le moderniser pour amorcer une dynamique de réforme. C'est précisément ce que fera Mutsu Hito.

- Economiques : entraves et atouts

Au début du XIXe siècle, l'évolution économique de la Chine est moins favorable . L'agriculture régresse. Les famines réapparaissent, paralysant l'artisanat et le commerce. Les troubles des années 1850-1872 contribuent à l'épuisement des ressources.

Le Japon, au contraire, valorise ses atouts : accentuation de la politique d'alphabétisation, qui supporte la comparaison avec celles pratiquées en Occident; naissance d'une économie monétaire et unfication du marché national, en partie grâce à l'obligation de résidence alternée imposée aux daimyo.

- Sociales : la cohérence du tissu

Le tissu social chinois repose sur une triple tradition :

1. Tradition bureaucratique

Les hauts fonctionnaires (mandarins),recrutés par concours, forment la classe dominante. Leur prééminence s'explique à la fois par les contraintes d'organisation,qui pèsent sur le pays, et par l'importance économique de la maîtrise des eaux ("despotisme bureaucratique d'origine agraire").

2. Tradition de solidarités régionales et locales.

Les familles d'une même région tissent entre elles des rapports de loyauté et d'intérêt. Chaque réseau a sa texture et ses leaders ("localisme").

3. Tradition familiale.

Etendues aux collatéraux et aux branches alliées, les relations familiales sont fortes et hiérarchiques. Autorité du pater familias ("népotisme").

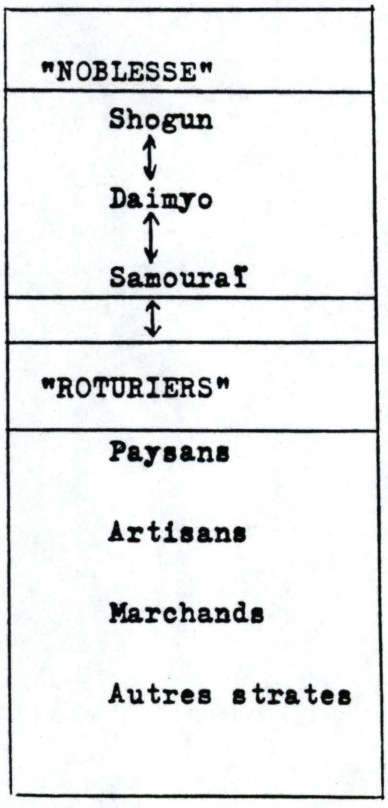
Deux de ces traditions s'exercent à un échelon restreint. Elles ne peuvent servir de leviers à une mobilisation nationale. La tradition bureaucratique peut y contribuer, mais elle est battue en brèche par l'émancipation des fonctionnaires. Intimement lié à la société civile,l'Etat l'entraîne dans sa propre désagrégation.

Le Japon,de son côté, garde son tissu social intact. Par analogie avec le Moyen Age occidental, en raison aussi de leur origine

militaire, ces structures sont qualifiées de "féodales". Leur caractère fort autoritaire amène certains historiens à évoquer "l'enrégimentement collectif".

En fait, le tissu social japonais s'organise autour de deux axes. Le premier est vertical. Il repose sur le service du supérieur. Le second est horizontal. Il se fonde sur la co-responsabilité.

L'axe vertical prend la forme de rapports interpersonnels, hiérarchisés en cascade, entre "protecteurs" et "clients". Les premiers ordonnent et protègent. Les seconds exécutent scrupuleusement les directives de leur supérieur. A l'exception du premier et du dernier, chaque niveau de la structure peut



être à la fois "protecteur" et "client".

L'axe horizontal renforce notablement la cohérence du tissu.
Il prend la forme d'un contrôle social très strict, subordonnant l'individu au groupe. Il est à l'origine de divers comportements : esprit de corps,collaboration,mais aussi surveillance mutuelle.

Cette double logique sociale peut être utilisée en faveur du changement : il suffit que le "protecteur suprême" en donne l'injonction et soit suivi par ses "clients" immédiats. L'ordre sera alors exécuté à tous les niveaux de la pyramide,au nom du service dû au supérieur. Marquant profondément les mentalités, les valeurs qui fondent les structures féodales du Japon survivront au démantèlement de celles-ci.

- Menace extérieure : céder ou résister ?

Dès le début du XIXe siècle, les marchands européens font pression sur les autorités de Pékin pour obtenir l'ouverture des ports chinois au commerce international. En vain. Les Britanniques tirent prétexte des incidents de Canton (1839) pour déclencher la "guerre de l'opium" (1840). Vaincue, la Chine doit signer le traité de Nankin (1842) : cession d'une partie de Hong-Kong à l'Angleterre et ouverture de cinq ports au commerce britannique. Les autres grandes puissances s'engouffrent dans la porte ainsi ouverte : par des "traités inégaux", elles se font octroyer,sans compensation,des avantages croissants.

Les attentats commis lors de troubles dits "xénophobes" servent de prétextes aux interventions militaires des pays industrialisés, qui conduisent à de nouvelles capitulations.

Au Japon, les demandes des Américains, des Anglais,des Hollandais et des Russes se heurtent initialement au même veto. En 1853, le gouvernement américain pratique l'intimidation : sous la menace de canonnières, il exige le déverrouillage des ports nippons. Le pouvoir shogunal doit céder (1854). Les autres puissances obtiennent bientôt des avantages similaires. Finalement,5 ports et 2 villes (dont Edo,la capitale) sont ouverts aux étrangers. Les tarifs douaniers sont fortement réduits. Le marché intérieur est envahi de produits étrangers. Des garnisons américaines et européennes commencent à prendre pied dans les points d'ancrage du commerce.

Au cours des années 1860, une intense agitation nationaliste se développe au Japon. Voyant d'un coup sa légitimité contestée, le pouvoir shogunal craque d'une pièce. La direction de l'Etat (dont les autres composantes restent en place au début) est confiée à un empereur de quinze ans,Mutsu Hito. La restauration de la dynastie impériale,issue de la menace extérieure, s'opère sans effusion de sang,ni chaos.

B. Des destins contrastés (depuis 1868)

La Chine s'enlise, tandis que le Japon relève le défi.

a) La CHINE

Durant la seconde moitié du XIXe et les premières décennies du XXe siècle, la Chine est traitée en pays conquis. Sa désagrégation se manifeste sur divers plans :

- Les blocages politiques.

Les derniers empereurs mandchous sont, pour la plupart, très jeunes ou débauchés. Le pouvoir est exercé par une camarilla traditionaliste, qui empêche toute réforme profonde. La chute de la dynastie ouvre une période troublée : proclamation de la république (1911), dictature militaire (1912-1916), lutte entre nationalistes et "seigneurs de la guerre" (1916-1927), puis guerre civile entre nationalistes et communistes (1927 - 19 49, avec pause face au péril japonais)...

- L'échec des modernisations.

Périodiquement, des tentatives de modernisation sont entreprises, sous l'égide des pouvoirs publics (1860-1916 et 1927-1949) ou du capitalisme privé (1916-1927). Tardives et partielles, elles mènent toutes à une impasse : l'Etat n'est pas suivi par les forces sociales novatrices, ou celles-ci voient leurs efforts anéantis par l'anarchie.

- La domination économique.

Les grandes puissances alimentent une économie parallèle, qui aggrave les déséquilibres de l'économie traditionnelle:

. Ruine de l'artisanat exposé à la concurrence.

. Déstructuration du système monétaire : la mauvaise monnaie (cuivre,puis argent) chasse la bonne (argent,puis or).

. Les banques chinoises sont sous tutelle occidentale.

. Endettement croissant vis-à-vis des puissances étrangères, qui s'arrogent le contrôle des douanes (1861),puis du budget dans sa totalité (1913).

. Multiplication des usines à capitaux étrangers,utilisant une main-d'oeuvre à bon marché, sans effet d'entraînement pour les entreprises nationales.

. Dépendance technique et financière des tentatives,parfois réussies, visant à créer une industrie chinoise.

- L'humiliation nationale

La défaite de 1895 se solde par des pertes territoriales. Au fil du temps, la souveraineté chinoise est de plus en plus foulée aux pieds par les grandes puissances : multiplication des concessions ,avec extra-territorialité dans les villes ouvertes, Etat à la remorque de ses créanciers étrangers. La Chine est vassalisée,dépecée.

b) Le JAPON

A partir de 1868, le Japon connaît une mutation profonde : l'ère de Meiji. Il importe de cerner les caractères principaux de cette modernisation,avant de s'attacher à ses composantes.

Caractères

- Une modernisation dans quasi tous les domaines.
- Une transformation brutale,réalisée "à marche forcée",sous la pression de la menace étrangère.
- Une croissance rapide alimentée par l'Etat,qui remplit initialement les fonctions économiques essentielles : introduction de la technologie,formation du personnel, création d'entreprises de pointe, accumulation du capital,etc... Le secteur privé prend le relais dans un second temps.
- Copier pour ne pas aliéner son âme, tel est le mot d'ordre. Le Japon devient "le meilleur élève de l'Occident" pour lui résister. Il préserve à la fois son indépendance politique, la maîtrise de son économie et sa culture.
- Une dynamique progressiste impulsée à travers une structure mentale traditionnelle : la logique de service/ co-responsabilité est utilisée pour mobiliser la population. Au début, elle prime la recherche du profit.

Composantes(1868-1912)

. Modernisation du régime politique.

. Réforme de l'armée (organisation et techniques militaires).

. Innombrables initiatives économiques et sociales :

développement des secteurs traditionnels,dotés d'une main-d'oeuvre abondante et de petites unités de production, création de secteurs fortement capitalistiques et très concentrés.

AGRICULTURE

Patiente amélioration des techniques traditionnelles.

Emancipation de la paysannerie,transformée en classe de petits propriétaires.

Abolition des prélèvements féodaux en nature, remplacés par un impôt en numéraire, indépendant de la récolte, qui fournit une bonne part de ses ressources à l'Etat.

Les transferts (via l'épargne et la fiscalité) alimentent la croissance industrielle.

INDUSTRIE

Création d'un secteur secondaire moderne.

L'Etat établit des entreprises pilotes dans divers domaines.

Il subventionne les firmes privées les plus dynamiques.

Il préside à l'importation de technologies de pointe,

bientôt copiées. Il crée un vaste système d'enseignement (primaire,technique,supérieur). Il paie la formation des cadres dans les pays étrangers, la rétribution des spécialistes occidentaux engagés au Japon.

SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER

Création d'un réseau de banques publiques. Transformation des daimyo et samouraï en capitalistes après la perte de leurs droits féodaux (indemnisations).Recours très limité au capital étranger. Création du yen (1871) et de la Banque du Japon(1885)

INFRASTRUCTURES

Création d'un réseau postal,de chemins de fer,de communications télégraphiques. Rénovation des ports.

COMMERCE

Abolition des restrictions limitant le commerce intérieur. Expansion spectaculaire du commerce extérieur,dont la structure se modifie fondamentalement. Disposant de peu de matières premières, le Japon en importe massivement. Il paie ses achats à l'étranger en développant ses exportations de produits finis.

Au départ, les pouvoirs publics finaancent une grande part des réalisations. Les dépenses grèvent lourdement le budget de l'Etat (déficit) et alimentent une inflation croissante. Vers 1880,

force est de mener une politique d'austérité,avec "dénationalisations". Les entreprises publiques sont cédées au secteur privé. Le prix de vente,assez bas, favorise la concentration : formation de conglomérats à caractère familial,qui se muent peu à peu en puissants holdings (zaibatsu).

Au début du XXe siècle, le Japon est déjà une puissance. Disposant d'une entière liberté douanière,affranchi des "traités inégaux", il est le seul pays d'Orient à jouir de l'égalité diplomatique avec l'Occident. La raclée qu'il inflige à la Russie (1905) marque son avènement dans le concert des nations dominantes.

* * * * *

*

LA SECONDE REVOLUTION INDUSTRIELLE

(± 1880 - 1974)

La première révolution industrielle prend fin avec les turbulences économiques des années 1870 - 1880. Tandis qu'elle s'essouffle, on voit apparaître les signes annonciateurs de la seconde révolution industrielle. Celle-ci semble s'achever avec la crise que nous connaissons à présent. Cette dernière pourrait annoncer une troisième révolution industrielle, dont le Pacifique serait l'axe central.

Plan du chapitre.

1. Les caractères
1.1. Production de masse
1.2. Consommation de masse
1.3. Intensification de la concentration
1.4. Internationalisation de l'économie
1.5. Nouveaux rapports de forces.
2. Les composantes.
2.1. Vue d'ensemble
2.2. Industrialisation et capitalisation de l'agriculture
2.3. Organisation du travail
2.4. Concentration industrielle et financière.

1. Les caractères.

1.1. Production de masse

- explosion quantitative
- accélération du rythme de production
- standardisation
- diminution des prix (prix de revient unitaire et prix de vente).

1.2. Consommation de masse

- impact de la politique sociale

. principes qui régissent désormais la production : "beaucoup, à bon marché, mauvais" (H. de Man).

. nouvelles techniques de distribution et de vente.

1.3. Intensification de la concentration

La concentration est souvent une nécessité, en raison de l'importance des moyens techniques et financiers requis pour

. la mise au point des fabricats

. la mise en place des chaînes de production

. la commercialisation des produits.

Sur les marchés les plus disputés, la concentration mène à la création de firmes géantes, qui adoptent une stratégie internationale. Elle implique l'intégration croissante du capitalisme industriel et du capitalisme financier.

1.4. Internationalisation de l'économie

Les besoins croissants en matières premières et en sources d'énergie, la recherche systématique de débouchés et de placements conduisent à l'intensification des opérations à l'échelle internationale. Symptômes : constitution de marchés mondiaux, apparition de crises économiques mondiales.

1.5. Nouveaux rapports de forces

. Effacement progressif de l'Europe Occidentale, accentué par les séquelles économiques des deux guerres mondiales et par la décolonisation .

. Constitution d'un second axe économique, dont l'importance est croissante : le Pacifique.

. Prééminence des Etats-Unis ;

- 1890: première puissance mondiale pour les capacités de productien et le revenu national;
- 1926: premier exportateur du monde;
- 1944: le dollar comme seul pilier du S.M.I. (cf chapitre suivant);
- 1958: premier importateur du monde.

. Après la seconde guerre mondiale, rivalité entre les blocs de l'Ouest et de l'Est (ce dernier dirigé par l'U.R.S.S.).

. Progression sensible du Japon (cf chapitre précédent).

2. Les composantes.

2.1. Vue d'ensemble

a) la formation

- Vu la sophistication croissante de l'appareil productif, nécessité d'assurer une meilleure formation à la main-d'oeuvre, aux cadres, aux techniciens, aux chefs d'entreprise.
- Démocratisation progressive de l'enseignement secondaire, développement des écoles supérieures et des universités.
- Le savoir, consacré par le diplôme, devient la clef de la réussite professionnelle et de la promotion sociale.
- Persistance d'inégalités ("Handicaps socio-culturels"). Le know-how fonde la distribution internationale du travail (elle aussi déséquilibrée: rapports Nord-Sud).

b) les nouvelles technologies

- Entrée progressive dans l'ère du laboratoire.
- Secteurs "traditionnels": souvent prépondérance des trois grands (USA, URSS, Japon). Ex: métallurgie.
- Nouveaux secteurs: par ex. la chimie (prépondérance de l'Allemagne et des USA), l'informatique (1946: 1er ordinateur aux USA). A signaler l'apport de la conquête de l'espace (surtout USA et URSS).
- A la prééminence technique des Britanniques succède celle de l'Allemagne (fin XIXe siècle - 1945). Après 1945, nette avance des USA (collaboration universités-secteur privé-Pentagone) et de l'URSS (priorité aux recherches à usage militaire, sous l'égide de l'Etat).

c) les énergies

- Charbon: forte croissance de la consommation; importance des réserves des superpuissances (URSS: 35%, USA: 26%) face au reste de l'Europe (8,5%).
- Pétrole: première exploitation aux USA (1859); essor prodigieux après l'invention du moteur à explosion (1881) et de l'automobile (1892). L'URSS est premier producteur mondial, devant les USA. Ces derniers contrôlent une bonne part de la commercialisation, via les multinationales.
- Electricité: produite industriellement grâce à la dynamo (1872). Importance croissante du moteur électrique et des firmes de matériel électrique (ex: General Electric, A.E.G.).
- Gaz naturel (USA, depuis 1820). Les USA et l'URSS sont les premiers producteurs mondiaux.

- Energie nucléaire: première pile atomique (G.B.) en 1947.

  Première centrale nucléaire (USA) en 1951.

d) les transports et communications

Aux progrès de la navigation (intérieure et maritime), à l'expansion des réseaux ferroviaires, s'ajoutent le développement du parc automobile (entre-deux-guerres) et de l'aviation (surtout après 1945). Le cinéma (muet, 1894 et parlant, 1928), la radio (années 1920) et la télévision (1935) permettent aux images et aux informations de circuler parmi le grand public.

e) les banques

Extension des activités: nouvelles formules pour attirer l'épargne, nouvelles clientèles, internationalisation des opérations. Progrès de la concentration bancaire. Interventions du législateur afin de protéger l'épargne (ex: scission des banques mixtes et Commission bancaire en 1934-1935, Belgique).

f) le commerce

A l'intérieur, nouveaux débouchés procurés par l'élévation du pouvoir d'achat. Les USA sont à l'origine d'une adaptation des circuits de distribution (ex: ventes par correspondance dès 1910, ventes à tempérament dès les années 1920, supermarchés et hypermarchés). Nouvelles techniques de vente: rythme accéléré des modes, soldes, recours massif à la publicité.

Au plan international, accentuation du protectionnisme durant l'entre-deux-guerres (séquelles de 14-18, effets de la crise de 1929), avec

relèvement des tarifs douaniers et multiplication des barrières non tarifaires. Depuis 1934, les USA promeuvent la désescalade douanière (accords bilatéraux). Sous leur parrainage, conclusion en 1947 des accords du G.A.T.T. (General Agreement on Tariffs and Trade), établissant un code de bonne conduite (non discrimination, réduction des tarifs douaniers, lutte contre les restrictions quantitatives, contre le dumping et les cartels internationaux privés, promotion des solutions négociées en cas de différend).

2.2. Industrialisation et capitalisation de l'agriculture.

- Dans les pays neufs, passage progressif de la culture extensive à la culture intensive.
- Mécanisation de la production.
- Interdépendance entre l'agriculture (matières premières) et industrie (machines, engrais, herbicides, pesticides...).
- Dépendance croissante des agriculteurs envers les banques (recours au crédit).
- Place non négligeable des produits agricoles dans les échanges internationaux: puissance des multinationales de l'agro-alimentaire et "arme alimentaire".

Conséquences:

- Accroissement de la production et de la productivité: problème des surplus .
- Diminution très nette de la population active employée dans l'agriculture.

- "Fin des paysans" (H. MENDRAS): émergence de l'agriculteur-entrepreneur avec

  . choix de plusieurs créneaux , selon les prix ("spéculation");

  . équipement important et coûteux (crédit);

  . accélération artificielle du rythme de production;

  . connaissances techniques;

  . gestion rigoureuse;

  . dépendance croissante envers les banques et les multinationales, ébauche de coopération entre producteurs.

2.3. L'organisation du travail

La rationalisation (ou organisation scientifique) du travail industriel se développe au XX^{e} siècle, à partir des travaux de l'ingénieur américain Taylor (1895, 1903, 1912...). Elle aboutit au travail à la chaîne:

. division du travail très poussée, avec spécialisation de la main-d'oeuvre;

. utilisation optimale de l'outillage;

. suppression des gestes inutiles, élévation des cadences...

Ces principes sont utilisés d'abord aux USA (ex. Ford), avant de se généraliser.

Les avantages du taylorisme sont réels :

. augmentation formidable de la productivité;

. les gains de productivité permettent soit l'augmentation des salaires, soit la réduction du temps de travail, soit les deux simultanément;

. les tâches lourdes, dégradantes sont confiées à la machine;

. apparition d'un nouveau type de personnel, très spécialisé: les "organisateurs".

Les inconvénients du taylorisme sont tout aussi patents :

. subordination de l'homme à la machine;

. robotisation et déshumanisation du "travail en miettes";

. apparition de maladies professionnelles liées au stress;

. absentéisme et démobilisation du personnel.

. un climat social périodiquement troublé par des conflits aussi durs que spontanés .

. En cas de grève, grande fragilité des chaînes de production.

2.4. La concentration industrielle et financière

L'intensification de la concurrence et la casse engendrée par les crises périodiques poussent au gigantisme dans les secteurs les plus exposés. Dès le dernier quart du XIX^{e} siècle, ententes et regroupements de sociétés se multiplient.

a) CARTELS: ententes entre producteurs d'une même branche, qui demeurent indépendants, visant à réduire ou à supprimer la concurrence qui les met aux prises, afin d'accroître les profits (conjoncture favorable) ou de préserver la marge bénéficiaire (conjoncture défavorable).
Les accords peuvent porter sur les prix, la répartition des marchés, le volume de la production, la lutte à mener contre un nouveau venu jugé dangereux...

b) la FORMATION DE GROUPES industriels ou financiers est un autre phénomène typique de la deuxième révolution industrielle. Elle implique souvent la perte de l'indépendance de certaines composantes. La con-

centration est HORIZONTALE lorsque l'on regroupe, sous une même direction, plusieurs entreprises oeuvrant dans un même secteur, à un même stade de la production (avantages: compression des coûts fixes, économies d'échelle, renforcement des positions occupées sur le marché, possibilités accrues d'auto-financement...).

La concentration VERTICALE, montante ou descendante, vise à regrouper des entreprises complémentaires, participant à la fabrication d'une même catégorie de produits, mais à des stades de fabrication différents (Avantages: sécurité des approvisionnements, abaissement du prix de revient final...).

Formes:

1 fusions et absorptions.

2 TRUSTS (1er: Standard Oil, USA, 1882, J.D. Rockfeller): conventions passées entre des industriels ou des financiers, déjà gros porteurs d'actions dans le secteur, et une série d'actionnaires moins importants, qui ont investi dans des sociétés concurrentes ou complémentaires. Les seconds cèdent aux premiers les droits de vote attachés aux titres qu'ils détiennent, pour que l'on procède à un regroupement de sociétés sous une direction unique. Ils gardent leurs droits aux dividendes, qu'ils espèrent plus substantiels. Le Sherman Act (1890) inaugure la législation anti-trusts , destinée à limiter les tendances oligopolistiques, voire monopolistiques. La S.O. est démembrée.

3 HOLDINGS: ils constituent la parade imaginée par les financiers. Sociétés à portefeuille prenant des participations dans différentes firmes, où elles jouent un rôle important, sinon décisif, sans porter

atteinte à leur autonomie théorique. Les participations croisées ou en cascade masquent les relations de dépendance.

Des cendres de la Standard Oil naît ainsi la Standard Oil of New Jersey, dont la Cour Suprême exige la fractionnement en 1911...

4 Si l'Etat se montre tatillon, pourquoi ne jouerait-on pas sur les politiques discordantes de différentes nations ? La création de firmes multinationales (ou transnationales) permet de réaliser cet objectif. Elle commence dès l'entre-deux-guerres, mais connaît un développement spectaculaire dans les années 1960.

La MULTINATIONALISATION, comme processus de concentration, est le résultat d'un cheminement complexe. A l'origine du phénomène, on trouve généralement des firmes exportatrices, désireuses de modifier leur système d'attaque des marchés étrangers. Elles procèdent souvent par étapes:

- création à l'extérieur d'antennes de distribution;
- reprise de sociétés concurrentes de moindre dimension;
- fondation de filiales, régies par la stratégie globale de la maison-mère.

Avantages:

- contournement des barrières tarifaires;
- réduction de l'impact perturbateur des fluctuations monétaires;
- abaissement des coûts de production, en mettant en concurrence la main-d'oeuvre de divers pays;
- "course" aux incitant des pouvoirs publics.

Les multinationales ont leurs partisans. Ceux-ci font valoir :

- leur apport à l'emploi, à la croissance du P.N.B., à l'équilibre de la balance commerciale et à l'impôt dans les pays d'accueil ;
- leur contribution au développement des P.M.E., via la sous-traitance;
- leur participation à la modernisation des techniques de production;
- leur influence sur la diminution des prix.

Fixant les yeux surtout sur le Tiers Monde, les adversaires des multinationales leur reprochent surtout :

- d'aggraver le "mal-développement";
- de piller les ressources des pays pauvres;
- de sur-exploiter leur main-d'oeuvre;
- de pratiquer l'écocide et l'ethnocide;
- d'être les agents du néo-colonialisme politique.

Chacun jugera.

x

x x

L E S G R A N D E S É T A P E S D U X X e S I È C L E

Plan du chapitre

1. La première guerre mondiale
2. L'entre-deux-guerres
3. La seconde guerre mondiale et l'ordre économique international (1944-1974).

1. LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

La guerre de 1914-1918 est une étape essentielle dans l'histoire économique et sociale du monde occidental. Ses caractères expliquent en grande partie l'ampleur de ses conséquences.

a) Les caractères

1. La première guerre mondiale est un affrontement entre les principales puissances économiques et financières de la planète : les U.S.A. assurent (1914) 36 % de la production industrielle du globe, l'Allemagne 16 %, la Grande-Bretagne 14 %, la France 6,5 %.

2. La guerre de 1914-1918 est géographiquement très étendue. La plupart des nations en ressentent les effets :
- toute l'Europe est en guerre, sauf le Danemark, la Norvège, la Suède, les Pays-Bas, la Suisse, l'Albanie et l'Espagne;
- du fait de la colonisation, l'Afrique est entraînée dans l'effort de guerre (sauf les pays indépendants et les colonies espagnoles) ;

- une grande partie de l'Amérique, de l'Asie et de l'Océanie participe également au conflit.

Causes de cette extension :
- les réseaux d'alliances : toute agression provoque des réactions en chaîne ;
- les ambitions territoriales de certains pays (ex: Italie, Japon), qui monnaient leur entrée en guerre contre des accroissements réels ou potentiels ;
- les liens coloniaux ;
- l'interdépendance économique : les U.S.A. ne peuvent laisser écraser les pays de l'Entente, qui absorbent les deux tiers de leurs exportations et leur doivent, fin 1916, près de 2 milliards de dollars...

3. Une guerre de longue haleine, dont la durée (52 mois sur le front d'Europe occidentale) dépasse toutes les prévisions. D'où le coût extrêmement élevé en vies humaines et l'ampleur de la catastrophe économique.

4. Une guerre totale, également menée sur le front de l'économie, avec une mobilisation sans précédent en hommes, en matériel et en ressources financières.

En hommes

Les effectifs engagés atteignent des niveaux inégalés : durant la guerre, 8 millions de mobilisés en Allemagne, 4,5 millions en France. Pour faire tourner l'appareil productif en l'absence des soldats, il faut faire appel à la main-d'oeuvre féminine, aux vieux, aux "colonisés", aux immigrants...

En matériel

Mobilisation des moyens de transport pour les troupes, l'équipement, les matières premières. Réorientation de la production de masse vers la fabrication de matériel militaire. Utilisation des découvertes techniques en vue de mettre au point ou d'améliorer des armes nouvelles (gaz, chars d'assaut, aviation).

A noter surtout le rôle majeur de l'Etat qui, sous la pression des nécessités, assume la direction de l'économie en collaboration avec le secteur privé. Les problèmes à résoudre sont considérables :
- le ravitaillement en nourriture : réquisition de la production agricole, rationnement, contrôle des prix...
- l'approvisionnement et la répartition en matières premières : réquisitions, lutte contre les gaspillages, recherche de produits de substitution...
- l'organisation de la production industrielle : déterminer la nature, le volume et les méthodes de la production, conformément aux besoins de l'armée, financer l'équipement des entreprises par des avances, prêts, subsides...
- le contrôle du commerce extérieur : adapter les échanges aux nécessités d'une économie de guerre, en définissant les priorités (importations) et en limitant les sorties de biens (exportations)...
A cela s'ajoutent l'organisation du marché du travail et la mobilisation des transports (cf supra).

En ressources financières

Accroissement de la fiscalité directe et indirecte. Enormes déficits budgétaires couverts par des emprunts intérieurs et extérieurs, des avances des instituts d'émission (planche à billets). Utilisation des stocks d'or pour couvrir des achats à l'étranger.

b) Les conséquences

Au lendemain de la guerre, le visage de l'Europe a changé.

1. Pertes humaines

. 8,6 millions de tués, dont 2 millions en Allemagne, 1,7 en Russie, 1,54 en Autriche-Hongrie, 1,4 en France, 0,75 en Italie et en Grande-Bretagne... Les moins de 40 ans - les plus productifs et les plus inventifs - constituent plus des 8/10 des morts. Il en résulte un déséquilibre entre hommes et femmes, avec à terme impact négatif sur la natalité.

. Une surmortalité civile, due à la dégradation des conditions de vie et aux épidémies.

. Un déficit des naissances (3,7 millions en Allemagne, 911 000 en France, 775 000 en G.B.), fort partiellement compensé par le baby boom des années 1920.

. En Europe, 6,5 millions d'invalides, pour la plupart jeunes, 4,25 millions de veuves, 8 millions d'orphelins : il en résulte des charges énormes pour la collectivité.

2. Coût global

Aucune évaluation précise du coût global de la guerre, mais un ordre de grandeur : ± 346 milliards de dollars, soit

. 186 milliards de coût direct (dépenses de guerre)
. 67 milliards de "coût humain" (???)
. 45 milliards de destructions de biens matériels
. 48 milliards de pertes de production.

La croissance mondiale s'en trouve freinée. Sans la guerre, le niveau effectivement atteint en 1929 aurait été obtenu
- en 1923 pour les produits alimentaires
- en 1924 pour la production industrielle
- en 1927 pour les matières premières.

Le coût global est très inégalement réparti. On note ainsi une nette diminution du revenu national de la France (- 30 %) et de l'Allemagne (- 22 %), tandis que les U.S.A. progressent sensiblement (+ 35 % en dix ans).

3. Destructions et usure

Les pays du champ de bataille (ex. Belgique, France) sont les plus durement touchés par les destructions. Ex. de la France :
- 3 millions d'hectares à remettre en état ;
- 5 000 km de voies ferrées à reconstruire ;
- 96 % des mines de charbon et 57 % des mines de fer inondées ;
- 20 000 usines et ateliers détruits.

La G.B. garde son territoire intact, mais perd des sommes astronomiques sur mer. Pendant ce temps, les U.S.A. quadruplent leur flotte en tonnage et prennent le premier rang mondial (25 % des capacités de transport).

Dans le même temps, les machines européennes sont poussées au bout de leurs possibilités, sans entretien régulier : elles sont usées "jusqu'à la corde". Les investissements de modernisation sont arrêtés, tandis qu'ils s'intensifient aux U.S.A. et au Japon. Le vieillissement de son appareil productif sera un handicap majeur pour l'Europe (y compris G.B.) après la guerre.

Durant le conflit, le Vieux Continent perd 30 % de son potentiel

agricole, 40 % de son potentiel industriel. De 1913 à 1920, la production industrielle évolue comme suit :

pays	1913 (indice)	1920 (indice)
France	100	70
Belgique	100	79
U.S.A.	100	122
Japon	100	176
Allemagne	100	59

4. Commerce international et balance des paiements

A la suite de la première guerre mondiale, la part de l'Europe dans le commerce international tombe de 63 à 52 %.

Les pays belligérants d'Europe importent massivement, alors que leurs exportations et les revenus de leurs placements extérieurs s'effondrent. Le déficit de la balance des paiements se creuse durant cinq ans, avec des conséquences à long terme :
- de 1914 à mars 1917, les Alliés d'Europe achètent aux U.S.A. pour 7 milliards de dollars, alors que ceux-ci importent pour 1,6 milliards en provenance de leurs partenaires ;
. la différence, 5,4 milliards de dollars, est financée en partie par un report des échéances : 2,4 milliards d'emprunts, 1,9 milliards par vente de devises et valeurs U.S., 1,1 milliard en or... De débiteurs des Européens, les Etats-Unis deviennent leurs créanciers.

Le Japon tire également son épingle du jeu : ses exportations passent de l'indice 100 (1910-1914) à l'indice 142 (1920-1924). Leur structure se modifie également : les produits plus élaborés voient leur part se renforcer.

5. Dette publique et malaise monétaire

Malgré la pression fiscale, les déficits budgétaires se creusent en Europe. En 1918, le budget français représente 6,2 fois celui de 1914 ; les dépenses ne sont couvertes par les recettes ordinaires qu'à concurrence de 16 à 17 %. Force est de recourir au report des charges sur l'avenir et aux expédients.

Accroissement de la dette publique : x 31 en Allemagne, x 11 en G.B., x 6,5 en France. Dans ce dernier pays, en 1931, le service de la dette représente, à lui seul, 44 % des dépenses de l'Etat...

Achats en or à l'étranger. Les belligérants d'Europe mobilisent une part de leurs encaisses métalliques pour payer leurs importations. Le stock d'or des U.S.A. se multiplie par 2,5 (44 % du stock mondial !). Celui des grands pays d'Europe diminue, malgré les appels au patriotisme et les collectes.

Avances des instituts d'émission : on fait tourner la planche à billets, bien au-delà du taux de couverture, alors que les réserves métalliques ne suivent pas . La circulation fiduciaire se multiplie ainsi par 11,5 en G.B., par 11,4 en Allemagne, par 5,3 en France, par 5 en Italie. La couverture des billets en circulation n'est plus vraiment assurée : en Allemagne, elle passe même de 90 % (avant guerre) à 10 %(après guerre).

Le déséquilibre entre les réserves et les émissions génère le malaise monétaire. Ce dernier n'apparaît cependant qu'à partir de 1919 :

. 1914 : les pays belligérants d'Europe suspendent la convertibilité de leurs monnaies, dotées désormais d'un cours forcé ;

des liens de solidarité se tissent entre alliés, afin de maintenir les parités d'avant guerre.

- 1919 : les pays européens s'engagent dans des politiques économiques divergentes
  - . France : "l'Allemagne paiera". Dans l'euphorie de la victoire, l'indispensable assainissement est remis à plus tard.
  - . Angleterre : sévère austérité, destinée à rendre à la livre sterling son rang de monnaie mondiale, au détriment de l'industrie, pénalisée par une monnaie surévaluée (et des coûts de production élevés).
  - . Allemagne : pour ne pas payer les réparations dues aux vainqueurs, on laisse tomber la monnaie.

Les tensions mènent à la rupture des solidarités monétaires. Face à la montée du dollar et des monnaies des pays neutres, face à la remontée de la livre, les autres monnaies s'effondrent... Par rapport au FF., le dollar passe de l'indice 100 (1914) à l'indice 320 (1923), le franc suisse de 100 à 300, la livre de 100 à 300 également. Le mark, de son côté, ne vaut pratiquement plus rien. L'Allemagne en revient au troc... La spéculation sur les devises n'arrange rien.

6. Inflation et malaise social

L'inflation galopante frappe l'Europe, habituée jusqu'alors à la stabilité relative des prix. Elle résulte d'un double déséquilibre :

- déséquilibre entre une offre réduite et une très forte demande (besoins insatisfaits durant la guerre) ;
- déséquilibre entre moyens de paiements surabondants et nécessités des transactions.

L'inflation par la demande alimente une inflation par les coûts

(hausse des coûts de production). Les prix montent en spirale : de 1914 à 1920, ils se multiplient par 5,35 en France, par 3 en G.B.,par 2,6 aux U.S.A. L'inflation ruine l'Allemagne.

Au point de vue social, la guerre 14-18 crée des inégalités nouvelles,qui révoltent ceux qui en sont les victimes.

1. Malaise des anciens combattants,qui ont peine à se réintégrer à la vie civile et s'en prennent aux "planqués de l'arrière". Les plus intransigeants refuseront un statut de déclassés , procurant ainsi des hommes de mains aux mouvements d'extrême-droite.

2. Ruine des rentiers et appauvrissement des groupes sociaux à revenus fixes, frappés de plein fouet par l'inflation. La rancune envers le régime parlementaire,accusé d'incurie, et le spectre de la prolétarisation jettent souvent ces catégories dans les bras du fascisme.

3. Mécontentement des classes les moins favorisées (surtout ouvriers no spécialisés et petits employés),dont les revenus s'élèvent moins vite que les prix. Agitation sociale, à caractère quelquefois insurrectionnel (exemple russe). Le pouvoir y répond en mêlant répression et concessions (suffrage universel pur et simple en Belgique, loi des huit heures...).

4. Crainte des possédants, touchés par la fiscalité écrasante et inquiets devant les troubles sociaux. Certains d'entre eux - notamment en Italie et en Allemagne - verront dans l'extrême-droite un rempart contre "la menace communiste".

7. Rapports de forces entre pays industrialisés

Renforcement de la prééminence des U.S.A. : durant la guerre, leurs investissements à l'extérieur doublent,tandis que les placements étrangers aux Etats-Unis diminuent de moitié ; leur part dans la

production mondiale ne cesse de s'élever (1928 : elle dépasse celle de l'Europe, avec 42 % contre 40 %) ; le pays détient près de la moitié du stock mondial d'or, ce qui confère un large rayonnement à la monnaie américaine (N.B. : concurrence de la livre sterling jusqu'à la seconde guerre mondiale).

Dès 1918, les Etats-Unis sont la première puissance mondiale dans les domaines suivants : finance , monnaie, marine, innovations techniques, industries.

Humiliation de l'Allemagne :

- la responsabilité de la guerre lui est imputée par les vainqueurs, alors que les Allemands ont peine à admettre leur défaite ;
- le traité de Versailles est imposé à la manière d'un diktat ;
- ses clauses sont très lourdes :
  perte de 12 % du territoire national
  perte de la totalité de l'empire colonial
  diminution drastique de la puissance militaire
  le pays est dépouillé de sa marine, de ses investissements à l'extérieur, d'une bonne part de ses ressources économiques .
  Pour couronner le tout, on lui impose des "réparations" astronomiques avec règlement définitif en... 58 ans !

L'opinion allemande ne peut accepter cette "paix carthaginoise", que J.M. Keynes dénonce - à juste titre - comme un non-sens. Elle cherche des boucs-émissaires : on lui proposera les "judéo-marxistes". Elle rêve de retrouver sa puissance perdue : on lui suggérera de bâtir "un Reich pour mille ans". Le national-socialisme naît en partie du traité de Versailles.

* * * * *
*

2. L'ENTRE-DEUX-GUERRES

A. Stabilisation monétaire et redressement financier (1919-1925)

La remise en ordre du système monétaire international fait l'objet de plusieurs conférences, dont celle de Gênes (1922). A long terme, l'objectif assigné aux différents pays est le retour au Gold Standard, fût-ce à une parité inférieure à celle de 1914 (N.B. : n'ayant cessé de pratiquer l'étalon-or, les U.S.A. ne sont pas visés par cette résolution).

A court terme, il convient cependant d'aider les Etats qui n'ont plus d'encaisse métallique suffisante pour couvrir la masse fiduciaire en circulation. En attendant la reconstitution de leur stock d'or et leur retour au Gold Standard, ils pourront couvrir leur monnaie non seulement avec du métal précieux, mais (surtout aussi avec des devises fortes convertibles en or (le dollar et, depuis 1925, la livre). Convertibilité et règlements internationaux seront assurés soit en or, soit en devises fortes . Ainsi naît le GOLD EXCHANGE STANDARD, conçu comme alternative temporaire au Gold Standard.

La stabilisation monétaire implique le redressement financier chez les anciens belligérants. Ce dernier est obtenu par une politique d'austérité : retour à l'équilibre budgétaire, compression des dépenses publiques, allègement de la dette publique, accroissement des recettes (fiscalité). Sa mise en oeuvre permet le retour progressif à l'étalon-or : 1925 en G.B., 1928 en France, etc...

Ce retour au Gold Standard ne doit pas faire illusion. En fait, beaucoup de pays pratiquent le GOLD BULLION STANDARD (étalon-or lingots). La convertibilité est limitée aux très grosses sommes et la circulation intérieure se fait sans pièces d'or, afin de préserver le stock métallique, à peine reconstitué, et de l'affecter exclusivement à la convertune de la masse fiduciaire. De plus, la crise des années 30 amènera la G.B. (1931), puis les U.S.A. (1933) à renoncer à l'étalon-or, pour dévaluer leur monnaie en vue de reconquérir des marchés extérieurs. Les années suivantes seront marquées par une nouvelle vague de dévaluations en cascade... La stabilité aura été de courte durée.

B. La "fausse prospérité" (1925-1929)

Les années 1925-1929 apparaissent comme une période euphorique : hausse de la production, de la productivité, des salaires, des cours de bourse. Ce bond en avant est permis par l'extension du taylorisme, la standardisation, les progrès de la concentration, l'augmentation des ventes grâce à la publicité et au crédit à la consommation. Les U.S.A. connaissent une forte croissance, suivis par les autres pays industrialisés. On se prend à rêver d'un enrichissement illimité.

En réalité, la prospérité est de courte durée et en partie artificielle. Elle masque des déséquilibres et des pratiques dangereuses, qui pourraient générer une crise. Nul ne veut les prendre en compte.

1. Difficultés dans l'agriculture : engorgement des marchés, avec effondrement des prix, par suite de la relance de la production européenne, combinée aux efforts réalisés par les pays neufs.
2. Evolution presque identique dans la production de matières premières.
3. Multiplication effrénée des fusions et cartels, donnant naissance à des géants industriels. Qu'arrivera-t-il s'ils s'effondrent, entraînant dans leur chute filiales et sous-traitants ?
4. Aux Etats-Unis surtout, la spéculation boursière devient frénétique. L'épargne et le secteur du crédit s'orientent vers la recherche de gains rapides, en bourse, non vers les investissements durables et productifs. Développement de pratiques dangereuses : l'achat d'actions sur marge et les sociétés d'investissement.
5. Aux U.S.A. toujours, expansion inconsidérée de la vente à tempérament. Que se passera-t-il si ceux qui s'endettent perdent leur emploi ?
6. Disposant de capitaux surabondants, les Etats-Unis multiplient les placements, généralement à court terme, à l'étranger. Des banques européennes attirent ces masses, fréquemment renouvelées, pour financer des opérations à long terme. Quel sera leur sort si les capitaux américains sont rapatriés brutalement, sans possibilité de renouveler les prêts ?

C. La crise économique de 1929 et des années 1930

La crise économique se développe aux Etats-Unis en plusieurs phases, avant de gagner la plupart des pays industrialisés (sauf U.R.S.S.), puis le monde entier.

1. Crise boursière

Elle commence à Wall Street, le 24 octobre 1929 ("jeudi noir") avec une baisse brutale des cours de la bourse, qui dégénère en panique. En trois semaines, les cours chutent de moitié. De 1929 à 1932, leur régression approche les 80 %. La confiance est brisée.

2. Crise du crédit

Les spéculateurs sont incapables de rembourser leurs emprunts aux banques, qui perdent de surcroît beaucoup d'argent avec l'effondrement boursier. La panique gagne les épargnants, qui se précipitent pour retirer leurs dépôts. Les faillites bancaires se multiplient en cascade : 4 à 5000 en 3 ans...

3. Crise industrielle

Les entreprises ont de plus en plus de peine à trouver du crédit. A cause de la méfiance persistante, leurs carnets de commandes se vident : chacun préfère utiliser ses stocks avant d'acheter. Les prix de vente chutent, tandis que les coûts de production diminuent dans une moindre proportion. Les marges bénéficiaires se contractent de plus en plus, engendrant faillites, réduction d'activité, progression du chômage, baisse des revenus. La demande intérieure (moteur de l'économie U.S.) s'effondre, entraînant l'offre dans sa chute.

4. Internationalisation

Le krach de Wall Street se répercute dans le monde, où les valeurs américaines baissent, bientôt suivies par les valeurs nationales. Dans tous les pays industrialisés, les banques qui avaient placé des dépôts en bourse sont, à leur tour, en difficulté. Le rapatriement des capitaux américains placés à l'étranger entraîne la faillite de celles qui les avaient utilisés pour des opérations à long terme. Comme par un jeu de dominos, la crise du crédit s'internationalise. La dégradation de la situation économique provoque le

renforcement du protectionnisme et la régression du commerce international. Partout, les prix de vente s'effondrent, entraînant réduction d'activité, chômage.

D. Les "politiques anti-crise"

1. Déflation (U.S.A., 1929-1932 ; Belgique, 1930-1935)

L'offre excède la demande. (Les prix de vente s'effondrent.) Selon la théorie classique, le retour à l'équilibre passe par une baisse des coûts de production. Celle-ci permettra de reconstituer les marges bénéficiaires des entreprises, de relancer l'investissement et "par conséquent" l'emploi.

La diminution des coûts de production implique diverses mesures, aussitôt appliquées :

- compression des salaires et traitements ;
- équilibre des finances publiques (hausse de la fiscalité, coupes sombres dans les dépenses, surtout sociales), en vue de réduire le recours de l'Etat à l'emprunt et de favoriser la baisse des taux d'intérêt ;
- "défense" de la monnaie pouvant aller jusqu'à la surévaluation, pour préserver la confiance, attirer les investissements étrangers, éviter la hausse des prix (facteurs importés).

La déflation connaît un échec total. Ainsi, en Belgique

- le flottement de la livre (1931) et (la dévaluation) du dollar (1933) annihilent les gains de compétitivité obtenus par une déflation pourtant de plus en plus dure ;
- alors que les prix de vente continuent à baisser, des rigidités empêchent la diminution des coûts dans une même proportion (troubles sociaux, ententes et cartels);
- (les compressions budgétaires) la chute de l'activité économique provoque celle des recettes fiscales, empêchant l'Etat de réaliser l'équilibre financier recherché ;
- la méfiance persistante entraîne de nouvelles difficultés pour le secteur du crédit : les banques manquent de liquidités pour assurer la relance des investissements.

L'échec de la déflation se retourne contre la monnaie : évasion des capitaux. Sans rien gagner à l'extérieur, cette politique économique anémie le marché intérieur, aggravant le chômage et précipitant le pays dans un cercle vicieux dépressif.

2. Relance avec dévaluation (U.S.A.depuis 1932,Belgique depuis 1935)

Cette politique économique s'appuie sur des postulats différents, codifiés et systématisés en 1936 par J.-M. Keynes.
- La santé économique d'un pays mérite plus d'attention que la valeur de sa monnaie. Plutôt que de comprimer sans cesse les prix de vente pour demeurer compétitifs,dévaluons la monnaie, mais en contrôlant soigneusement les importations,afin d'éviter l'inflation.
- Il est illusoire de penser que les lois du marché permettent un ajustement constant de l'offre et de la demande. Cet équilibre est difficile à obtenir. L'Etat est habilité à intervenir dans la vie économique,comme régulateur, pour l'assurer.
- Il est vain d'affirmer que la reprise passe par la compression des salaires. Diminuer ceux-ci, c'est réduire la catégorie de revenus correspondant à la plus forte propension à consommer, donc porter atteinte à la demande et,par contrecoup,à l'offre. Il faut,au contraire, soutenir la demande par une politique de revenus.
- Ce n'est pas l'épargne, mais la consommation qui crée l'investissement. Amputer la consommation au profit de l'épargne, c'est stériliser celle-ci,en la privant de la possibilité de s'investir.

Les partisans de la relance - situés plus "à gauche" sur l'échiquier politique - préconisent en fin de compte la solution suivante : dévaluer, utiliser le produit de la réévalutation de l'encaisse-or de la banque nationale pour relancer la demande (travaux publics,lutte contre la pauvreté,etc...),au besoin amplifier ce mouvement par le déficit budgétaire, tout en limitant l'offre,que l'on élèvera progressivement, à mesure que la demande se redresse. Cette politique économique a une indéniable dimension sociale : elle améliore la position du "petit homme" (Roosevelt) et prend la forme d'une "nouvelle donne" (New Deal),avec l'Etat comme "redistributeur".

Concrètement, elle suppose des mesures en différents domaines :
- Dévaluation de la monnaie (41 % aux U.S.A.).
- Assainissement de l'appareil bancaire et boursier,en vue d'accroître la sécurité de l'épargne.
- Limitation de l'offre (concertée ou imposée) aussi longtemps

que la pompe n'est pas réamorcée. Aux U.S.A., indemnités aux agriculteurs pour ne pas cultiver, octroi de crédit à long terme à ceux qui respectent les quotas, limitation de la production industrielle par des ententes et codes.
- Soutien de la demande. Aux U.S.A., assistance aux indigents, mise en place de l'assurance-chômage et de l'assurance-vieillesse obligatoire mise au travail des sans-emploi par de grands travaux publics (ex. T.V.A.),relèvement des salaires, crédit aux agriculteurs pour les libérer de leurs dettes.

Résultats : reprise de la production et forte diminution du chômage.
Limite : un poids insupportable à long terme pour le budget.
La nécessité d'un retour à l'équilibre des finances publiques et le retour en force du protectionnisme (tensions politiques, course aux armements) provoquent une nouvelle dépression (1937-1938). La guerre se profile à l'horizon.

E. Effets de la crise
- Les faillites, le chômage contribuent au discrédit du régime parlementaire,accusé d'impuissance. Prolifération de régimes autoritaires, qu'ils soient monarchistes,militaires,technocratiques ou fascistes. En Allemagne, la courbe électorale du parti nazi est parallèle à celle du chômage. Comme certains de ces régimes sont ouvertement expansionnistes (Mussolini,Hitler),montée de la tension internationale.
- Extension du rôle de l'Etat dans la vie économique et sociale : il devient le régulateur et le redistributeur.
- Adaptation des doctrines économiques à ce fait nouveau : le libéralisme assouplit ses positions "anti-étatiques", tandis que le marxisme adopte peu à peu le concept de "capitalisme monopoliste d'Etat".
- La science économique s'oriente dans des voies nouvelles : les principes keynésiens se répandent largement, jusqu'à ce qu'une crise économique d'un type nouveau ("stagflation") mène à leur remise en question.
- Prise de conscience des lacunes de la législation sociale : la sécurité sociale et "l'Etat Providence" en sont,à terme, les produits.

3. SECONDE GUERRE MONDIALE ET ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

La seconde guerre mondiale (1939-1945) présente les mêmes traits que la première - une guerre longue, géographiquement très étendue, totale - mais en plus grave encore :
. nombre plus élevé de belligérants
. utilisation de moyens de destruction d'une puissance inouïe
. absence de distinction entre objectifs militaires et civils.

Ses conséquences économiques sont similaires, mais plus amples : environ 50 millions de morts, mille milliards de dollars affectés à l'effort de guerre et perdus pour la croissance, 200 milliards de dollars de destructions, accentuation du déclin de l'Europe occidentale, consolidation de la prépondérance américaine. Celle-ci se manifeste par l'instauration d'un ordre économique international, dont les U.S.A. forment l'ossature et dont l'O.N.U. est le correspondant au plan politique. Il s'agit de mettre fin à l'instabilité économique internationale, qui n'a guère cessé depuis 1918, pour recréer la "prospérité mondiale". Divers instruments voient le jour, afin de réaliser cet objectif :

a) Dollar Standard

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis détiennent les 2/3 du stock mondial d'or. Pour les autres nations industrialisées, le retour au Gold Standard est irréalisable : après l'avoir envisagé, la G.B. elle-même doit renoncer à rétablir la convertibilité or de sa monnaie (1947). Les accords de Bretton Woods (juillet 1944) restaurent le Gold Exchange Standard, mais avec le dollar comme seule monnaie de réserve convertible en or. Toutes les autres devises se définissent par rapport à lui et, par son intermédiaire, se raccrochent à l'or. La parité fixée à Bretton Woods est de 35 dollars pour une once de métal jaune.

b) le G.A.T.T. et le F.M.I.

Il faut garantir la libre circulation des hommes, des marchandises et des capitaux. A cette fin, deux supports institutionnels sont créés. Le G.A.T.T. s'efforce de réduire les tarifs douaniers et les barrières non-tarifaires (1947). Le F.M.I. (1944) a pour missions de maintenir l'ordre sur le marché des changes, condition indispensa-

ble au développement du commerce, et de consentir des prêts à court terme aux pays confrontés à un déficit de leur balance des paiements.

c) Banque Mondiale et plan Marshall

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque Mondiale) a pour tâche de contribuer à la reconstruction de l'Europe et du Japon, en leur accordant, à des conditions de faveur, des prêts à moyen et long terme. Avec le temps, elle deviendra la banque finançant le développement économique du Tiers-Monde.
Le plan Marshall (1947) octroie une aide importante aux partenaires européens des U.S.A., afin de leur donner les moyens de produire, d'acheter et de vendre.

Cet ordre économique international présente plusieurs caractères :
1. Il est foncièrement libéral, c'est-à-dire régi par les forces du marché . Ce caractère est plus évident encore lorsque l'U.R.S.S. et, à sa suite, des pays socialistes, refusent d'être partie prenante à la plupart de ses composantes.
2. Il est hégémonique, dans la mesure où les Etats-Unis y disposent d'un leadership incontesté, avec un pouvoir de blocage dans les institutions internationales correspondantes.
3. Il est source de déséquilibres potentiels : les U.S.A. ont la faculté de financer leurs achats à l'extérieur en "imprimant" du dollar, ce qui ne leur coûte rien. Pareil système les incite au laxisme en matière de balance des paiements. Il est potentiellement inflationniste, puisque les dollars gagnés par les créanciers des Etats-Unis donnent lieu à création de monnaie nationale.

Le bilan de cet ordre économique international demeure discuté. Durant plusieurs décennies, il assure une forte croissance de la production mondiale et une expansion considérable du commerce international. Il accentue, cependant, les inégalités entre pays riches et pays pauvres. Ces derniers remettent en question les règle du jeu dès les années 1970, pour demander l'instauration d'un "nouvel ordre économique international", qui tienne compte de leurs besoins et de leurs intérêts.

L'ordre économique international formé au lendemain de la seconde

guerre mondiale n'assure pas la paix. L'Europe (et bientôt le monde) se divisent en deux blocs : le bloc de l'Est, dominé par l'U.R.S.S., et le bloc de l'Ouest, placé sous le leadership des Etats-Unis.

Enfin, cet ordre se dérègle par suite de ses propres dysfonctionnements : remise en cause du système de Bretton Woods. La guerre (de Corée, puis du Vietnam) accroît le déficit de la balance des paiements américaine, couvert par des émissions massives de dollars. La masse de billets verts détenue à l'étranger dépasse largement les stocks métalliques de la Réserve Fédérale. Sur le marché libre, la devise américaine décolle de sa parité de 1944, tandis que des partenaires commerciaux demandent la conversion en or des dollars qu'ils détiennent. Pour soutenir leur monnaie, les Américains sont obligés de vendre de l'or : de 1950 à 1971, leur stock tombe de 22,8 à 10,6 milliards de dollars. Afin d'arrêter l'hémorragie, le président Nixon suspend la convertibilité du dollar (1971). Depuis ce moment, le système monétaire international est "déconnecté" du métal jaune.

Le flottement des monnaies manifeste le passage d'un système de changes fixes à un système de changes flexibles, source d'instabilité : le dollar vaut 27 F.B. en 1978, plus de 70 F.B. au début de 1985, 42 F.B. fin 1986...

La devise américaine n'en demeure pas moins le pilier du S.M.I. Ses fluctuations sont dues en partie à la situation politique internationale et à la confiance (ou défiance) des investisseurs envers l'économie américaine. Elles résultent davantage de la politique économique des Etats-Unis qui, au gré de leurs intérêts, font monter ou chuter le billet vert, sans se préoccuper des perturbations que causent ces mouvements pour les pays industrialisés d'Europe et du Japon, plus encore pour les économies du Tiers Monde, littéralement étranglées (prix des matières premières, facture énergétique, poids de la dette extérieure, etc...). L'ordre se mue en désordre organisé....